

s o m m a i r e

■ éditorial

L'obligation de faire transcender nos valeurs – Pierre Galand 3

■ dossier - Incertitudes

Source d'angoisse ou de liberté? – Les rencontres de Stéphane Renard avec Baudouin Decharneux et Pierre de Locht 4

Certitude ou doute, l'alternative humaine – Jacques Rifflet 7

Le cours d'Histoire au service du doute – Xavier De Schutter 9

L'incertitude créatrice – Pasquale Nardone 10

Assurer, mais raison garder – Pierre Cullus 12

■ société

Sillonner la Terre pour mieux la soigner... – L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Autissier et Erik Orsenna 14

■ europe

Le 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome – Georges C. Liénard..... 16

Happy birthday to EU! – Pascal Martin 17

■ religion

Que dit le Livre sacré? – Nadia Geerts. 19

■ laïcité

Deux ou trois choses sur le financement public des cultes – Marc Snoeck..... 20

■ monde

L'Amérique du Sud, une mosaïque disloquée – Jacques Rifflet..... 22

Sous le signe de la Croix? – Gabrielle Lefèvre 24

■ médias

Censure, vérité et démocratie – Olivier Starquit..... 25

■ enseignement

Le décret «directions» - L'occasion manquée – Claude Wachtelaer..... 26

■ culture

Gilbert & George - Des témoins organiques de leur temps – Olivier Swingedau 28

Visions - Architectures publiques – Raymond Balau 29

Les Bienveillantes - À chacun ses furies – Julien Dohet..... 31

■ agenda

..... 33

In memoriam

Nous apprenons, au moment de boucler ce numéro, le 22 février, le décès de Gabriel Thoveron, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, spécialiste des médias, auteur et tant d'autres choses... Il faisait également partie du comité de rédaction d'*Espace de Libertés*, mais la maladie l'avait rapidement éloigné de nous. On regrettera sa gentillesse, son professionnalisme et son humour, qu'il avait notamment manifesté dans son dernier opus: *Qui fait peur à Virginia Woolf?*

Que sa famille trouve ici les plus sincères condoléances d'*Espace de Libertés*.

En couverture: © Cost. Notre dossier **Incertitudes**, pages 4 et suivantes.

L'obligation de faire transcender nos valeurs

Pierre Galand
Président du CAL

Élu il y a près d'un an, après une campagne mouvementée, c'est avec curiosité que je suis parti à la découverte du kaléidoscope qu'est le Centre d'Action Laïque (CAL), en Wallonie et à Bruxelles.

Dans les régionales que j'ai déjà pu visiter, l'accueil fut chaleureux et cordial, empreint de fierté du côté de Liège, de camaraderie du côté du Hainaut, de bonne humeur à Bruxelles, de beaucoup d'encouragement, de prudence et parfois, ici et là, de quelques plaintes. Je m'engage bien sûr à rencontrer très vite l'ensemble des régionales.

Et petit à petit, les attentes se sont précisées. Pour faire court, elles participent très normalement de quelques tendances récurrentes parmi les laïques. Ceux qui estiment qu'après le bond en avant résultant de la reconnaissance officielle de la laïcité en 1993, il y a lieu d'en récolter les fruits («*chi va piano va sano*») et ceux qui évaluent que le statu quo est un risque, compte tenu des changements majeurs qui ont transformé nos sociétés depuis trois décennies.

Il y a ceux qui considèrent que la laïcité politique est un acquis et qui privilégient dès lors la sphère de la laïcité philosophique comme moteur d'un projet de société et d'action sociale. Parmi eux se retrouvent aussi ceux qui promeuvent un dialogue plus permanent avec les tenants des cultes religieux. À l'inverse, la question du port du voile, la lutte contre les signes extérieurs des convictions religieuses ou philosophiques, le risque de voir le religieux réinvestir la sphère publique, la fragilité des services de santé et d'enseignement, en inquiètent plus d'un et les mobilisent en vue de la défense d'acquis incontestables de la société sécularisée.

Philippe Grollet, pendant ce temps, se dépensait sans compter, corps et... non pas âme, mais intelligence, mettant un point d'honneur à vouloir transmettre son CAL en parfait ordre de marche.

Pédagogue, et parfois même rusé, il déployait avec entre-gent des aptitudes insoupçonnées à former son successeur. En dix mois, il a tenté l'exploit de me faire partager l'expérience acquise en vingt ans. Je ne suis pas certain

d'avoir toujours été l'élève docile qu'il a pu espérer. Par contre, ce dont je suis certain, c'est d'avoir découvert un homme exceptionnel et qui plus est, il m'a offert son amitié. Merci Philippe.

En approchant de la date de l'assemblée générale du 17 mars, il m'apparaît que le CAL est un splendide navire en très bon état de marche. C'est un plus, tant pour moi-même que pour Éliane Deproost, nouvellement engagée comme secrétaire générale.

Ce qui m'interpelle dès à présent et que j'aurai à cœur de partager avec tout l'équipage, c'est la nécessité de nous interroger sur le cap qu'il nous faut tenir en vue de relever les défis de la laïcité dans un monde globalisé. Face à l'inhumanité scandaleuse à laquelle sont soumis de 30 à 40% des humains et compte tenu de la richesse créée, nous avons l'ardente obligation de faire transcender nos valeurs d'égalité, de justice, de solidarité. Cela commence chez nous.

Ce qui m'interpelle aussi, c'est d'avoir parfois l'impression que le navire a lâché les amarres laissant en rade la majorité de ceux qui se revendiquent laïques, chez nous, mais plus encore dans notre proche périphérie, en Méditerranée méridionale, au Proche-Orient et en Europe orientale. Sommes-nous suffisamment attentifs à faire et refaire sans cesse la liaison entre l'institution que nous portons et le «peuple» laïque de sorte qu'il puisse se reconnaître en un mouvement porteur d'ambitions communes pour la réalisation de nos valeurs fondées sur la Déclaration universelle des droits de tous les humains?

Enfin, après dix mois, j'ai bien compris que la présidence du CAL est une lourde tâche mais j'ai aussi compris que le CAL est un réseau de femmes et d'hommes engagés, les uns à titre de permanents, les autres –très nombreux– à titre bénévole et militant.

J'ai l'envie vraie et l'enthousiasme pour assurer le relais que me passe Philippe ce 17 mars. Partageons ensemble cette opportunité d'une nouvelle équipe à la tête du CAL pour, avec nos amis de l'UVV, aller de l'avant, travailler avec force, sagesse et beauté, au progrès de l'humanité. ▲

Source d'angoisse ou de liberté?

Les rencontres de Stéphane Renard avec Baudouin Decharneux et Pierre de Locht

En confrontant leurs points de vue, le chanoine Pierre de Locht, prêtre catholique et théologien, et le professeur Baudouin Decharneux (ULB), directeur-adjoint du Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité, tracent un portrait nuancé de nos doutes. Philosophique, morale ou politique, l'incertitude n'est pas un long fleuve tranquille. Et la première question coule de source: peut-on vivre sans certitudes?

Pierre de Locht: La certitude est une première étape. L'enfant a besoin d'affirmations. Mais la dynamique propre à la nature humaine est de passer progressivement du stade des certitudes, qui expriment ce que croient des instances qui nous sont extérieures, pour accéder progressivement à une intériorisation personnelle, source de liberté intérieure.

On nous a appris les vérités «qu'il faut croire» pour être sauvé. Qu'il faut croire! «Devoir croire» est une contradic-

tion. On ne croit pas par devoir ou par obéissance, mais parce qu'on a découvert un sens, une lumière. J'ai de moins en moins de certitudes par rapport à ma foi. Une certitude est d'ordre avant tout intellectuel. Plus que des certitudes, j'ai des perspectives dans lesquelles je m'implique, dans lesquelles j'oriente toute mon existence, en me livrant tout entier.

Mais les certitudes ne permettent-elles pas de se construire une morale?

P. de L.: La morale s'est trop calquée sur le Droit, qui décrète ce qui doit être fait pour rendre possible et favorable la vie commune. Quant à la morale, son rôle premier est d'aider chacun à poser des actes humains, qui émanent de la liberté, responsable et solidaire. Ensuite, sans interdire ni sanctionner, donner le goût des valeurs.

Dans le cas de l'euthanasie, de quel droit et à quel titre une instance peut-elle décider de la manière dont les person-

nes doivent mourir? La mort est le point d'orgue d'une existence. Rendons-là à la liberté de la personne.

Cette liberté est parfois lourde à porter. L'essence même de la foi religieuse n'est-elle pas d'alléger le fardeau de l'incertitude chez ceux qui le souhaitent?

P. de L.: Respecte-t-on les gens en leur apportant des certitudes toutes faites, plutôt que de les croire capables de cheminer? Les religions ne peuvent plus avoir la prétention d'apporter une réponse toute faite aux angoisses de l'être humain. C'est la raison pour laquelle quantité de chrétiens, sans abandonner les évangiles, quittent l'Église sur la pointe des pieds.

La foi n'existe pas «en soi». De la croyance vécue par certains a émergé une formulation doctrinale, qui est une abstraction. Pour rejoindre la réalité vécue, ces formules doivent se réimplanter dans la vie concrète. Il en va de même pour la morale. L'Église condamne l'avortement. Mais l'avortement «en soi» n'existe pas! Ce qui existe, c'est telle femme, tel couple, face à telle situation concrète, où convergent de multiples valeurs de vie, souvent difficilement conciliables, dans telle situation précise. Tenir compte de la vie de la femme, du couple, de l'incapacité où l'on se sent de transmettre la qualité d'accueil dont l'enfant a besoin... est-ce faire œuvre de mort, suivant l'expression des évêques, ou être attentif aux multiples dimensions de la vie, dans telle situation, dont seuls les intéressés ont tous les éléments?

Baudouin Decharneux: J'ai le sentiment que la révolution qui s'est faite dans le catholicisme, mais qui pourrait aussi apparaître dans l'orthodoxie ou l'islam, s'est faite par les femmes. Les religions se transmettent par les femmes, dans la petite enfance. À la différence de la philosophie, la religion relève de la sphère émotionnelle. Son apprentissage débute dans une phase de la vie où nous associons nos émotions avec nos premiers apprentissages socioculturels.

À partir du moment où les femmes ont eu accès à davantage d'éducation, ainsi qu'à une certaine maîtrise de leur corps, elles ont mené une révolution entre elles. Elles se sont transmises, de mère à fille, certaines valeurs portées par la religion –notamment sur la famille, l'éducation, le respect de l'autre, la fidélité...– mais en prenant leurs distances par rapport aux interdits en matière de planning familial ou de contraception; puis, elles s'en sont affranchies.

Le monde des religieux, qui est un monde d'hommes, a une idée de la femme qui est totalement en décalage: soit il l'idéalise, soit il la déprécie... Ce monde-là a mis deux générations pour se rendre compte de la révolution en train de s'opérer. Quand il s'est réveillé, les églises étaient vides.

P. de L.: Deux générations? Vous êtes optimiste! Les hauts responsables de l'Église sont souvent loin des réalités. Et s'ils tiennent tellement au célibat des prêtres, c'est pour rester dans un monde d'hommes.

B. D.: Ce qui me frappe, c'est le décalage de l'Église par rapport à la population. Elle a refusé de voir que les églises se vidaient. Il a fallu le délitement actuel pour qu'elle prenne conscience de la gravité de la situation.

Le déclin des Églises n'est pas celui du fait religieux. La sociologue Danièle Hervieu-Léger a mis en évidence le nouveau «bricolage» spirituel...

P. de L.: Je suis moins pessimiste. Je crois que c'est davantage le souci d'une recherche plus large, mais peut-être trop superficielle.

B. D.: Notre société est fort réactive par rapport à deux composantes de la vie. Primo, la frustration, qui est devenue intolérable pour la majorité de nos contemporains. Secundo, l'incapacité de s'engager, quelle que soit l'activité. Toute contrainte est refusée avec énergie. Dès lors, un certain pourcentage de la population est susceptible de répondre à un marketing philosophico-religieux, qui picore un peu partout. Dans un épisode du feuilleton des Simpson, le père passe d'une religion à une autre jusqu'à ce qu'il redevienne ce qu'il a toujours été: quelqu'un qui boit de la bière et mange des hot-dogs devant sa télé! Il est un peu à notre image. Nous tentons de bricoler quelque chose car il y a une inadéquation totale entre ce qui est vécu au quotidien et le message des grandes structures religieuses traditionnelles.

P. de L.: Je suis plutôt impressionné par les engagements ponctuels des gens, par leur générosité, leur capacité de réagir quand on les sollicite...

B. D.: J'ai quand même le sentiment que nous nous engageons moins. Je constate une inflation administrative dans le comportement des personnes, conséquence du développement de l'informatique. Lorsque je fréquente des assemblées laïques ou, dans un autre registre, franc-maçonnes, je m'ennuie à 85% du temps. Parce qu'on n'y fait rien. On remplit des papiers, on fait des PV... Bref, le groupe a été dépossédé de son questionnement pour répondre à des questions totalement extérieures. C'est une façon de contrôler les groupes humains que de les appliquer à penser sur le rien. Pas de vagues... N'est-ce pas le même problème dans les églises, où le prêtre est perçu comme un débiteur de rites et de sacrements?

D'où les succès des «spiritualités parallèles»?

B. D.: Bien sûr. Car le grand public est très attentif au questionnement philosophique et religieux. Mais les lieux où cela devrait se passer l'évacuent! Cela laisse la porte ouverte aux charlatans qui, moyennant finances, vont développer des niches de marketing en flattant nos fantasmes.

Le «catastrophisme» parfois reproché aux médias n'encourage-t-il pas l'incertitude au jour le jour?

Rester humaniste, en dehors de tout intérêt partisan, être capable d'en subir les effets négatifs, sera toujours un combat.

Ils viennent de publier:

- Pierre de Locht, *Chrétiens, aujourd'hui*, Bruxelles, Luc Pire.
- Baudouin Decharneux, *Jésus, l'amour du prochain*, Paris, Entre-lacs.

Certitude ou doute, l’alternative humaine

JACQUES RIFFLET

Entre les dogmes de la foi et le questionnement de la pensée libre, que choisir...?

Quel merveilleux cadeau du Hasard ou du Divin que la conscience. Elle me permet de vous écrire, et à vous de me lire en sa source de l’intelligence. Et elle joue à double sens, en extériorité autant qu’en intériorisation réfléchie. Là réside son versant sombre: elle charrie des angoisses liées à son versant lumineux. L’ombre est d’autant plus présente que la lumière est vive. Mais –est-ce cela l’enfer?– l’Humanité ne dispose pas d’assez de facultés intellectuelles pour parvenir à répondre aux angoisses propres à l’espèce.

Jamais vous ne verrez notre ami le chien mettre sa tête sous ses pattes en mesurant ce qui lui reste à vivre, et comment exister, avec son cancer. Il ne connaît que la douleur du présent, parfois la mémoire de celle du passé, mais non celle de l’avenir pressenti. L’humain, oui. En un vaste panorama de ses origines à l’après sa fin. À la différence de l’algue, il peut se hisser hors de la vague et contempler l’océan. Quel horizon de questionnements passionnants... et de panique intense! Dans l’arsenal du freudisme résident deux angoisses majeures: l’existentielle et la spatiale. La première nous habite dans la problématique de la durée parsemée de tous les risques «imaginables», jusqu’à celui qui sera le dernier. Quand et comment? La seconde est tissée par la crainte de la non-reconnaissance de soi par les autres, et, pourquoi pas, par soi-même. En un mot, la hantise de la solitude.

La conscience? Un cadeau, mais aussi un feu d’artifice de fusées sombres, porteuses de questionnements obsédants dont beaucoup dépassent l’entendement réduit de l’humain, en attendant une prochaine mutation hasardeuse ou un nouveau présent du Divin – pourtant fort réticent à livrer ses mystères et jaloux de ses prérogatives...

Alors, en attendant... le Bouddha enseigne: «*L’homme naît seul, vit seul, meurt seul, et seul il peut s’ouvrir le chemin de la libération (du tumulte du monde fallacieux des désirs)*». C’est-à-dire, pour le bouddhisme, arriver à l’extinction des réincarnations et la dilution dans le Néant des agrégats éphémères de l’individu.

Voilà bien une thèse résolument immanente, qui a fait dire à Jean-Paul II: «*Le bouddhisme a un dieu en fuite*». Peu courtois, mais il est vrai que cette «religion» née philosophie ne comporte aucune promesse de paradis et exclut l’existence d’une âme dès lors inutile.

un retour en force des fanatismes. Il est bien plus angoissant de savoir qu’un Flamand sur trois vote à l’extrême droite que de s’offusquer parce que mon voisin pense que Jésus est le fils de l’homme.

P. de L.: Il faut s’habituer à vivre avec des questions ouvertes, stimulantes. Or les religions ont plutôt tendance à donner des réponses, et non à déployer les questions. Les certitudes replient sur soi, dans l’autosatisfaction. Elles ne peuvent donc être une source relationnelle. Or notre monde a grand besoin de dialogue.

La nature humaine va plus spontanément vers les réponses, rassurantes, que vers les questions, périlleuses...

B. D.: Il est facile de s’affilier à une instance, un parti, une Église pour obtenir une reconnaissance sociale. Mais rester humaniste, en dehors de tout intérêt partisan, être capable d’en subir les effets négatifs, sera toujours un combat. Il est plus aisé de brandir son fonds de commerce idéologique que de se remettre en question. «La science vaincra les ténèbres» et autres formules dans lesquelles je baigne depuis vingt ans ne sont jamais que des plats surgelés que je réchauffe au micro-ondes à la demande. Plus je dépeindrai l’autre de façon négative, moins j’aurai envie de changer. Pourtant, le monde n’est pas comme il est. Il est comme je le fais, là où je suis.

P. de L.: Le politique, dans mon Église, se comporte de la même manière, irresponsable. L’immense majorité des catholiques a récusé très clairement l’encyclique *Humanae Vitae* de 1968 sur la contraception. Depuis lors, Rome réunit des colloques sur cette encyclique, non pour repenser le problème de la contraception, mais pour continuer à se prouver et à affirmer que Paul VI n’a pas pu se tromper. L’objet de ces rencontres n’est donc pas la contraception, mais l’autorité papale à maintenir intouchable. La référence est leur pouvoir, comme seule sécurité. Cela exclut toute analyse de la réalité.

B. D.: On peut comprendre des ecclésiastiques évoquer la fatalité divine à l’époque des grandes épidémies. Ils étaient impuissants. Mais nous ne sommes plus dans de tels cas de figure. Tout ce qui est de la responsabilité du politique en profondeur, c’est-à-dire le sociétal, est désormais rejeté sur le citoyen, dans un discours lénifiant, culpabilisant et apocalyptique. Et il est là l’enjeu, pour les humanistes, qu’ils soient chrétiens, agnostiques ou athées: nous devons replacer le politique devant ses responsabilités et assumer les nôtres. ▲

P. de L.: Je suis surtout heureux de constater que nous refusons à présent tant de situations qui nous paraissaient toutes naturelles autrefois, comme le colonialisme ou le saccage de la nature. Le fait que cela nous scandalise désormais constitue une première étape importante vers de nouveaux engagements.

B. D.: Je ne jetterai pas a priori la pierre aux médias. Même s’il y a parfois une infantilisation du public et, sans doute, aussi une manipulation politique, notre conscientisation est accrue.

Mais l’apparente impuissance des politiques à résoudre les grands problèmes n’est-elle pas source d’angoisses difficilement gérables?

B. D.: L’une des raisons du mal-être en Belgique tient au délire institutionnel qui ne cesse de remettre en question les structures du pays. Cette déstabilisation est source d’incertitude pour les citoyens. On voudrait créer des troubles que l’on ne s’y prendrait pas autrement. Il y a là une responsabilité dont certains semblent se dédouaner au niveau de nos édiles.

P. de L.: C’est pour cela que les gens ne s’engagent plus. On ne leur propose pas d’objectifs ayant une dimension d’humanité. Les religions et la laïcité devraient dialoguer beaucoup plus pour proposer un certain nombre d’objectifs possibles afin de créer une densité de réflexion au-delà des intérêts particuliers.

B. D.: Tant que celui d’en face sera caricaturé, tant que l’ignorance fera office de préjugé, il sera impossible de déterminer un idéal commun à terme. Or la laïcité n’est pas la chapelle des humanistes! Les grands enjeux moraux et éthiques de l’Humanité nécessitent un front commun avec le monde chrétien pour barrer le chemin à

Entre Pierre de Locht et Baudouin Decharneux: un portrait nuancé de nos doutes (photo St. Renard).

«Sans contact avec
aucun au-delà,
l'homme d'Occident occupe
dans l'humanité
une place essentielle».

furent acquises dans le martèlement des béliers de la science ébranlant les murs de la forteresse du Sacré, au prix de nombreux martyrs.

Le bouddhisme évolué résout le problème fort simplement en prônant le monisme. Si le Divin existe, il est composé de toutes les parcelles qu'il a créées. Et, dès lors, le Divin est humain ou l'humain est divin.

Hubert Reeves Terminé le rapport duel entre le Créateur et sa créature. Il y a osmose totale et s'éteint toute notion de subordination. C'est «la voie sans secondarité» (*advaita vedanta*) enseigne le texte du penseur hindou Shankara, au IX^e siècle de notre ère.

Et si nous entrons dans la demeure de la laïcité? Elle est emplie de fenêtres ouvertes sur toutes les rencontres, sans préalables hégémoniques ni a priori péremptoirs.

La laïcité est mère et fille du doute, source et embouchure à la fois. Comme elle est fille et mère de la science, qui ne peut se soumettre aux certitudes du sacré ou de la tradition.

Le doute est le moteur même du progrès scientifique moderne, qui s'est émancipé des errements tenaces du passé. La laïcité est le seul endroit, la seule lice, où le paisible peut gérer le rapport humain en un traitement équivalent de toutes les thèses. Mais ce résultat présuppose que l'on souscrive à un contrat de conduite collective: que tous les partenaires au dialogue reconnaissent l'immanence de l'esprit et ne prétendent pas que la transcendance seule est source de spiritualité, alors qu'elle génère en réalité le surnaturel.

Le chien, contrairement à l'humain ne peut mesurer ce qui lui reste à vivre. Anne Sauser - Hall, «Le balcon (d'après Manet) - 2007, vidéo 7' © Anne Sauser - Hall/Elsa Rochaix. Exposition Correspondances, Musée d'Orsay, Paris, jusqu'au 20 mai 2007.

À cette condition, le laïque pourra respecter une foi dégagée de son arrogance pour s'épanouir en un idéal «surhumain».

Dans l'état où est la Terre viciée par la faute de notre espèce, aussi bien en termes d'environnement qu'en termes de conflits acharnés, l'avenir ne pourra être préservé que si tous les hommes dépassent leur enfermement clanique et se donnent la main. En relativisant leur différence pour seulement vivre une fraternité salvatrice.

Quelle importance que les guides se dénomment Gandhi l'hindou, Mère Teresa la chrétienne, Francisco Ferrer le laïque, Saladin le musulman? Quelle importance que les uns soient portés par les certitudes de la foi et les autres par la dynamique ardente de la pensée libre, s'ils se rejoignent dans le projet commun de dépasser –enfin– les éternels antagonismes.

Il existe un lieu plus universel que les lieux de chaque groupe d'idées.

Et pourquoi ne pas réveiller la voix défunte d'Antoine de Saint-Exupéry qui résonne et nous hante en l'innocence de chaque regard d'enfant, en chaque inoubliable Petit Prince?
«Si tu veux unir les hommes, fais-les bâtir ensemble: tu les transformeras en frères».

Mais il ne faut pas se bercer de trop d'illusions. L'histoire des hommes démontre que jamais le dialogue ouvert entre un croyant et un non-croyant ne peut amener une plénitude complète de compréhension.

Car ceux qui croient résident dans une bulle de pensée où le destin de l'homme dépend d'une volonté extérieure irrésistible, quelles qu'en soient les modalités exprimées dans de multiples révélations élaborant des sous-ensembles de certitudes et de comportements diversifiés à l'infini.

Car ceux qui ne croient pas résident dans une bulle où le destin de l'homme ne peut se concevoir comme l'effet d'une cause surnaturelle, personnifiée de surcroît. Quitte à vivre comme un défi le désarroi et la désespérance que cette conviction entraîne. Et y puiser la matière constitutive de la noblesse solitaire de l'humain.

Les deux bulles pourront certes se frôler, faire ensemble un bout de chemin, se respecter, se lier d'amitié, prendre ensemble le risque d'être une minorité généreuse dans un monde intolérant.

Mais toujours un croyant estimera qu'il manque une dimension «spirituelle» au non-croyant, qu'il convient au mieux de plaindre.

Et toujours le non-croyant jugera incompréhensible l'adhésion du croyant à des Vérités péremptoirs invérifiables puisqu'elles sont tissées, selon lui, en l'étoffe des légendes. Selon lui encore, l'acceptation d'un seul dogme mine l'édifice de la raison, comme un seul termitte fragilise une poutre maîtresse. La moindre concession au surnaturel vicie l'esprit humain d'un renoncement à la pleine faculté d'investigation de l'intelligence qu'elle dégrade. Elle y inscrit une faille ouverte sur toutes les dérives du fantasme.

Comment, s'interrogera toujours le laïque avec une constance opiniâtre, peut-on engager sa vie spirituelle sur des propos remontant au fond des temps, relatés par des personnages historiquement incertains et collationnés dans des textes n'obéissant à aucune discipline scientifique de recherche, textes contestés par d'autres religions ayant d'ailleurs agi de même avec leur propre édifice de «certitudes»?

En définitive, la vraie liberté humaine se paie chèrement, au fil d'une démarche de probité solitaire qui est le prix de la dignité plénière. Celle qui ouvre sur tous les horizons de la pensée, sans interdits, en une vision sans limite. ▲

Le cours d'Histoire au service du doute

XAVIER DE SCHUTTER

Certaines incertitudes sont signes de faiblesse, à commencer par les incertitudes en matière éthique. L'absence d'une échelle de valeurs morales et l'inexistence de solides certitudes pour répondre à la question «que puis-je faire?» (et: «que dois-je m'interdire?») ouvrent la porte à tous les laxismes et à toutes les dérives.

Par contre, d'autres incertitudes sont la preuve d'une bonne santé mentale. Depuis le doute hyperbolique que Descartes jeta sur le monde, qui donc, à l'exception des doctrinaires dogmatiques, nierait la vertu salutaire de l'incertitude, ou plus exactement de la remise en question des certitudes? Parmi les doutes qu'il est bon de cultiver figurent en bonne place les incertitudes que nous enseigne –que devrait toujours nous enseigner– l'Histoire.

Cela fait presque vingt ans que j'enseigne l'Histoire aux adolescents et jeunes adultes, et s'il m'arrive après une journée de cours d'avoir le sentiment d'avoir fait du bon boulot, c'est lorsque j'ai confronté les élèves à une «vérité historique», apparemment incontestable, pour ensuite en démontrer la fragilité, voire l'inanité. Pour la majorité des jeunes –et des moins jeunes!–, un énoncé historique semble coulé dans le béton, inattaquable, dès qu'il est écrit en toutes lettres, noir sur blanc, dans un manuel scolaire ou un livre d'histoire. Il est alors ô combien stimulant et utile de leur faire découvrir que cette «vérité» est en fait une erreur d'appréciation, un jugement hâtif, une assertion idéologique ou carrément un mensonge. Pris en flagrant délit de crédulité, ils réalisent à quel point la vigilance doit toujours être de mise, à quel point une lecture critique est salutaire au jour le jour s'ils ne veulent pas être bernés par le premier journaliste (ou professeur, ou gourou) venu.

La rareté et l'opacité des sources archéologiques, ainsi que l'absence de documents écrits font du lointain Paléolithique un terrain miné d'incertitudes. Ainsi, les préhistoriens ont vu dans l'art pariétal des grottes franco-cantabriques tour à tour un «art gratuit» et non religieux (théorie de l'art pour l'art), un «art magique» dont le but aurait été d'envoûter le gibier peint par les artistes, un «art totemique» par lequel un groupe humain aurait représenté son emblème clanique, un «art binaire à caractère sexuel» ou encore –c'est la toute dernière hypothèse en date– un «art chamanique» qui aurait permis aux chamans de l'Âge de la Pierre d'entrer en contact avec les esprits et dieux logés au fond des grottes. Chacune de ces théories, développées en d'épais ouvrages, est convaincante et certaines d'entre elles –celles de la magie de la chasse en particulier– se sont longtemps imposées comme de vrais dogmes. En les découvrant successivement, l'élève aura tendance à souscrire à chacune de ces hypothèses, tantôt par soumission à l'argument d'autorité (celle de son professeur ou

celle du préhistorien qualifié), tantôt par simple approbativité (cette inclinaison à tomber d'accord avec la dernière opinion exprimée), tantôt encore parce que toutes ces interprétations, savamment étayées à l'aide de schémas, de statistiques, de comparaisons ethnologiques, etc., emportent vraiment la conviction. Cependant, aussi convaincantes soient ces démonstrations dues aux meilleurs spécialistes, leurs critiques *a posteriori*, signées elles aussi par les préhistoriens les plus prestigieux, en soulignent aisément la fragilité. L'élève doit alors reconnaître qu'il a pris des vessies pour des lanternes et est renvoyé à la case départ. Il s'agit en somme de le déstabiliser pour renforcer sa capacité à interroger, à douter, à faire sien le précepte cartésien: «ne recevoir jamais aucune chose comme vraie que je ne la connaisse estre telle».

Par bonheur, l'étude de l'Histoire offre de nombreuses opportunités pour multiplier ce genre d'exercices de libre examen. Que penser de la Chanson de Roland qui voudrait nous faire passer les obscurs Gascons qui mirent en déroute l'arrière-garde des troupes de Charlemagne pour de vaillants Maures, ennemis par lesquels il n'était pas honteux d'avoir été battu? Doit-on encenser Christophe Colomb, ainsi que le fait généralement notre historiographie occidentale, ou plutôt le fustiger comme le père de l'esclavage, ainsi que le condamnèrent par contumace les Indiens du Guatemala lors du 500^e anniversaire de sa découverte? Napoléon fut-il un progressiste qui divulgua les idéaux révolutionnaires à travers toute l'Europe ou plutôt un réactionnaire qui étouffa ce que 1789 avait de plus prometteur? N'est-il pas éclairant de découvrir tel article qui à l'époque de la guerre Iran-Irak (1980-1988) présentait Saddam Hussein comme un allié fiable, un rempart contre l'islamisme iranien, avant de relire tel autre article plus récent qui le classe parmi les dictateurs les plus sanguinaires du siècle? Ou de souligner le choix des termes qui à l'époque de la guerre froide qualifiaient les talibans afghans des «*freedom fighters*» parce qu'ils luttèrent contre l'URSS avant de devenir des djihadistes représentant l'axe du mal?

Lorsque les dates et les événements appris par cœur auront été oubliés depuis longtemps, il restera, on peut l'espérer du moins, cette incitation à la prudence face aux pseudo-vérités historiques, une vigilance face aux «certitudes», c'est-à-dire, *in fine*, une compétence (un mot à la mode dans l'actuelle pédagogie) à la lecture critique.

À ce propos, comment ne pas remercier la RTBF qui vient, le 13 décembre dernier, de nous donner une magistrale leçon en la matière en nous rappelant que même notre chaîne de télévision publique peut ne pas dire la vérité? ▲

Apprendre aux gens à douter, c'est leur rendre service, car, comme disait Nietzsche, ce n'est pas le doute qui rend fou, mais les certitudes.

L'incertitude créatrice

PASQUALE NARDONE

Physicien - Université Libre de Bruxelles

Il ne s'agit pas ici de parler du principe d'incertitude en mécanique quantique et encore moins de faire un déballage sur la maîtrise que les scientifiques croient posséder sur les mesures par l'analyse statistique. Ce qui m'intéresse est de montrer que l'incertitude est nécessairement inscrite dans la démarche scientifique et qu'elle génère la nécessité de l'audace intellectuelle qui, dans un geste créateur, va enfanter les lois, parfois éphémères, des sciences expérimentales. C'est pour cela que je voulais coller au beau titre d'Étienne Balibar: *L'incertitude sensible*. Je me dois aussi d'être concis: je vais donc volontairement aller à l'abordage de notions qui mériteraient toutes d'être courtisées longuement. J'espère donc, à défaut d'être pointilliste dans chaque détail, ouvrir la polémique et lancer au moins un débat.

La prédiction reste le but de la voie que la démarche scientifique emprunte. Comprendre, c'est posséder les paramètres qui font sens pour l'objet qui éveille l'intérêt de l'investigateur. L'expérimentateur peut alors prédire le futur de l'objet lorsque, consciemment, il fera varier ses paramètres et le verra réagir comme il le suspectait d'abord puis l'attendait ensuite. Pour construire ce sens scientifique, il faut pour le moins trianguler la nature de l'objet: *observer, mesurer et modéliser*. Si l'observation relève de la curiosité affinée par le talent et la pratique, la mesure va quant à elle faire intervenir une prise de possession de l'objet sous observation par un couple de siamois indisso-

ciables: l'appareil de mesure (une simple règle ou une balance) et le cerveau raisonnant qui lit ces mesures et les inscrits dans sa «modélisation». Voilà qui est simplement banal, voire presque pléonastique, pour les sciences expérimentales. Pourtant ce rappel permet de poser le problème et d'exclure le champ mathématique de ce qui nous retient ici.

Dans le cas des maths, effectivement, on a pu croire que la pensée livrée ainsi à elle-même pouvait générer *en elle* et *sur elle* tout le savoir mathématique. Les tentatives ont été nombreuses d'axiomatiser des corpus mathématiques jusqu'à en faire à l'extrême un simple jeu d'écriture logique. Nous savons, heureusement, ajouterais-je, pour vous livrer mon sentiment, que ce programme ne fut pas réalisé. La mathématique reste œuvre humaine avec le flou nécessaire pour la rendre encore vivace et riche. Ces tentatives d'axiomatisation ont entraîné, entre autres, les résultats de Gödel sur l'incomplétude d'un système logique, mais aussi les travaux de Turing (pour ne citer que deux mathématiciens connus).

Séparer mentalement les trois étapes «*observer, mesurer et modéliser*» est évidemment artificiel. N'en prendre que trois est aussi un choix réducteur, mais prenons-le comme point de départ de notre réflexion. Il y a nécessairement des rétroactions entre ces trois composantes. Mais les mettre en évidence me permettra de reconnaître la part de l'incertitude dans ces trois processus. Voit-on correctement, mesure-t-on proprement, et, enfin, pense-t-on justement?

L'incertitude dans la **mesure** semble la plus simple à appréhender. Un appareil quelconque, extension des perceptions humaines, est nécessairement limité. Quel que soit le développement technologique, il restera cette part d'incertitude liée à la prise de la valeur et à sa lecture. N'oublions donc pas ce fait simple: jamais une réalité absolue ne sera accessible à l'expérimentateur. Mais cela ne peut, ni ne doit, empêcher le scientifique d'avancer, ni de conclure. Il doit rester néanmoins dans l'énoncé de la proposition finale une trace du doute, et un soupçon d'humilité, reliquat de la confiance qu'il accorde à l'appareil qui vient de lever un pan de voile sur sa «vérité». La réalité expérimentale a donc un statut particulier. Métaphoriquement, je dirais que dans les meilleurs des cas, le réel expérimental est dans 1.4142135624 alors que son volet «absolu» est dans la racine carrée de 2. Les affirmations actuelles sur le réchauffement planétaire ou sur la biodiversité devraient donc être relues à la lumière de cette indulgence nécessaire plutôt que gobées péremptoirement.

L'**observation** elle aussi peut être incertaine. Observer requiert un regard guidé. On n'observe pas de façon aléatoire: on construit son observation et il n'est pas faux de dire que l'on regarde ce que l'on veut trouver. L'analyse observationnelle est donc un problème aux limites, comme diraient nos collègues mathématiciens. Il faut nécessairement définir le but poursuivi et là se posent les choix et l'élimination obligatoire de ce que l'on ne veut pas voir.

Ce choix conduit au placement dans un moule préétabli d'un objet qui n'y rentre peut-être pas.

Enfin, le **modèle**, ce prérequis à l'observation, introduit une troisième possibilité d'incertitude. Nous représentons-nous valablement la nature dans notre imaginaire de description? Parfois les physiciens restent étonnés de voir combien certaines descriptions mathématiques apportent un cadre de description valable de la nature. La construction du modèle est donc toujours faite par défaut. Nous n'avons pas d'autres moyens de lire ce que l'on voit. Et là cette incertitude est intimement liée au contexte socio-historique de la découverte scientifique. J. C. Maxwell ne peut que décrire l'électromagnétisme comme un fluide, grille de lecture de son époque, la fin du XIX^e siècle. Toutes ses équations, ses représentations graphiques et son langage en témoignent: le fluide est partout dans son modèle de description. Hertz qui expérimente voit, mais ne peut pas lire, la facilitation du déclenchement des décharges électriques induite par le rayonnement ultraviolet. Il faudra un siècle pour être capable de lire cette observation, dans le cadre conceptuel de la mécanique quantique.

Illustrons tout ceci par deux exemples canoniques. À l'aube de la physique, Galilée¹ observe, à la lumière de sa représentation du monde, le mouvement du pendule. Il constate que si l'on place un obstacle sur la trajectoire du fil du mobile, il oscillera différemment mais atteindra la même hauteur à gauche que celle prise à son départ à droite. Son schéma (1) le montre. Mais aucune expérience fine ne pourra jamais le montrer ainsi. L'existence du frottement avec l'air, de la masse du fil, de l'extension spatiale de la masse qui tombe sous l'effet de son poids, et bien d'autres choses encore, interdiront cette manifestation. Il

(1)

faut donc de l'audace intellectuelle pour quitter l'attitude positiviste et extrapoler vers le concept la réalité objective et mesurée. Il fallait qu'il élague et qu'il capte l'essence de

qu'il observait pour en déduire son principe d'inertie fondateur de la physique classique. Il est même ici utile que les mesures ne soient pas trop précises parce qu'elles auraient «troublé» la simplicité de la loi.

E. Hubble mesure en 1922 les vitesses des galaxies et les compare avec les distances qui les séparent de la nôtre. Il publie ses mesures et infère un comportement linéaire. Il fallait l'oser à la lumière de ce que l'on voit sur le graphique (2). Il en déduit d'ailleurs une vitesse d'expansion de 500 km par seconde et par mégaparsec². Pourtant son modèle de description des étoiles qui lui sert à définir la distance est faux et la répartition des mesures pouvait laisser planer un doute. En 1958, le modèle de description est revu et atteint un consensus dans la collectivité des

(2)

astrophysiciens. La valeur chute à 75km/s/Mpc, multipliant presque par sept l'âge de l'Univers! Pourtant l'audace de Hubble est restée un pilier fondateur de la cosmologie moderne.

En conclusion, on peut retracer, dans chaque moment de création scientifique, les étapes de «grand écart» nécessaires pour oser extrapoler à partir du triptyque de la réalité expérimentale incertaine – l'observation, la mesure et le modèle –, vers une réalité conceptuelle, et celle-ci reste toujours locale, tant dans le temps que dans le contexte social, mais elle prend statut de vérité. Cela ne rend pas caduques les affirmations, ni erroné le choix expérimental. Ces vérités s'emboîtent et se nouent, elles tissent une toile de plus en plus épaisse, difficile, mais pas impossible, à défaire et à nier: la science.

On prend alors aussi conscience que nombreuses sont les disciplines qui n'ont pas encore atteint une telle accumulation d'imbrications entre faits et interprétations. Elles forment encore aujourd'hui des toiles fines et fragiles. Les sciences humaines par la difficulté qu'elles ont à entrer dans ce processus productif en sont un bel exemple. Elles nous donnent à penser que peut-être c'est le processus que les sciences physiques utilisent qui serait incertain, laissant la place à d'autres schémas de pensée.

Quelle certitude nous reste-t-il alors? Peut-être la place centrale de la créativité humaine, dénominateur commun de toutes ces entreprises de prise de conscience. ▲

¹ <http://www.imss.fi.it/ms72/INDEX.HTM> pour avoir le texte original et les folios des calculs de Galilée.

² Unité de distance utilisée pour des objets extragalactiques (symbole: Mpc). 1 Mpc = 10⁶ pc

Assurer, mais raison garder

PIERRE CULLUS

Assistant à l'Université Libre de Bruxelles

Le risque est la raison même de l'assurance. Si l'on se réfère au *Petit Robert*, le mot «risque» désigne dans sa généralité à la fois «un danger éventuel plus ou moins prévisible» et «le fait de s'exposer à un péril généralement dans l'espoir d'y trouver un avantage».

Une synthèse des deux acceptions du mot «risque» se retrouve de manière originale à l'aube de l'assurance moderne, dont nous nous proposons ici d'esquisser une certaine histoire.

Remontons au début du XIV^e siècle en Italie et au développement du commerce maritime qui se répandit progressivement à toute l'Europe Occidentale. Une somme d'argent était payée à l'avance (la prime) par l'armateur (l'assuré). Si le navire, objet du contrat, ne revenait pas au port, victime des «hasards» de la mer (le risque), ceux qui avaient perçu la prime (les assureurs) rembouraient le prix du bateau et de la cargaison: le principe de l'assurance maritime était né.

Si les grands navigateurs portugais qui cherchèrent et trouvèrent la route des Indes sont connus, on ignore plus volontiers en revanche un de leurs compatriotes, Pedro de Santarem, à qui l'on doit une excellente monographie traitant «des assurances et des paris», sur les plans juridique et éthique. Il fut le premier à formuler les principes sur lesquels un contrat était équitable et licite, sur base d'un équilibre honnête entre l'assureur et l'assuré, les profits et les charges devant être répartis proportionnellement.

En principe, l'assurance couvrait alors toutes les formes d'événements imprévisibles comme le mauvais temps, la piraterie, le heurt d'un récif, l'échouage sur la terre ferme et toute autre forme de dommage à un point tel que tout pouvait être considéré comme risque, aussi bien le tremblement de terre que l'invasion de corbeaux, d'étourneaux et de sauterelles...

Dans la terminologie de l'assurance, le risque n'est-il pas un événement incertain qui ne dépend pas exclusivement de la volonté des deux parties (l'assureur et l'assuré)... et

à la survenance duquel est subordonnée l'obligation de l'assureur d'exécuter la prestation convenue?

L'assurance maritime constituait la réponse rationnelle de l'homme de la Renaissance à sa crainte de l'inconnu et à son désir ardent de sécurité et de protection.

Un incendie, un séisme

Quant aux assurances terrestres, leur apparition est liée au développement économique à la Renaissance et à l'accroissement démographique, ces deux éléments favori-

Si l'homme, selon Rousseau, peut agir pour améliorer son existence, nul doute que dans ce cas-ci, il est aussi à l'origine de ces incendies catastrophiques.

sant l'extension des villes. La contrepartie en est la gravité croissante des incendies qui risquaient de détruire des richesses mobilières et immobilières et d'affecter de nombreux propriétaires d'immeubles et les prêteurs hypothécaires.

Une catastrophe célèbre, qui devint une leçon, fut le grand incendie de Londres en 1666 qui détruisit plus de 13 000 maisons. Le feu se propagea rapidement, à partir d'une boulangerie, aux maisons en bois et à toits de chaume, et dura plusieurs jours.

L'heure de l'assurance contre l'incendie avait sonné en Europe et un certain Edward Lloyd, dont la taverne avait

été épargnée par les flammes, tira parti de sa chance pour fonder un office d'assurance, de grande notoriété!

Le séisme le plus important et le plus meurtrier (de l'ordre de 50 000 personnes selon l'estimation la plus fréquente) que connut l'Europe dévasta Lisbonne le 1^{er} novembre 1755, un jour de fête catholique. Il engendra de multiples interrogations et de vifs débats dans un siècle des Lumières où l'on croit à l'ordre, à la raison et au progrès et peu aux événements imprévisibles.

Voltaire, déiste mais anticlérical, va rédiger le *Poème sur le désastre de Lisbonne* dans lequel il présente la fatalité des phénomènes naturels et examine de manière critique la «Providence bienveillante», tout en évoquant la certitude de l'existence du mal et de la souffrance sur la Terre.

Rousseau, issu d'une famille de tradition protestante, expose quant à lui, dans sa *Lettre sur la Providence*, un point de vue opposé, plus optimiste, en expliquant que l'homme peut agir pour améliorer son existence, en évitant d'habiter des lieux dangereux ou dans des conditions défavorables comme la surpopulation urbaine, de nature à amplifier les conséquences d'un désastre.

Ce point de vue de Rousseau prévaut de nos jours et la responsabilité humaine en matière de vulnérabilité ne fait plus de doute.

Probabilités

Au XVII^e siècle, des savants, inspirés par les jeux de hasard, découvrent que ceux-ci possèdent leurs lois. C'est l'origine du calcul des probabilités. L'assurance, dont l'activité entière repose sur cette matière, en tira une grande force.

Quant à l'assurance des périls relevant des catastrophes naturelles dans nos régions (essentiellement tremblements de terre, glissements de terrain, sécheresses, inondations), il fallut attendre ces dernières années pour qu'elle fasse partie des risques assurables par les compagnies.

Au moment où furent posées les bases de la banque moderne et de l'industrie au début du XIX^e siècle, s'est développée l'assurance vie, longtemps considérée comme immorale et même interdite, puisqu'elle pouvait inciter son bénéficiaire à souhaiter le décès de l'assuré, sinon en hâter la venue.

La révolution industrielle induit des préoccupations sociales qui conduisent un grand nombre de pays à édicter la responsabilité patronale dans le cas d'accidents du travail, qui entraîne les employeurs à s'assurer contre les accidents qui peuvent survenir à leurs salariés.

L'assurance contre les accidents de travail sera ensuite complétée par le développement des assurances sociales qui feront participer les employeurs et l'État à la couverture des risques qui pouvaient toucher les salariés (maladie, invalidité, chômage, vieillesse) et qui ne trouvaient alors qu'une réponse très partielle dans les œuvres de charité.

Acteur et facteur du développement économique du XX^e siècle, le véhicule automobile entraîne dans son sillage

l'émergence d'un cortège d'accidents dont certains connaissent des conséquences dramatiques, ce qui nécessite l'obligation pour les propriétaires de véhicules de se prémunir au moins contre les dommages qu'ils pourraient causer à autrui, en souscrivant une «assurance de responsabilité civile automobile»

Les risques du XXI^e siècle

L'assurance constitue aujourd'hui un des secteurs les plus importants des économies des pays développés. On peut imaginer l'impact que celle-ci pourra avoir sur l'orientation future de la société, en songeant aux affrontements qui opposent le marché à l'État, le secteur privé aux services publics, l'individu à la collectivité, les égoïsmes aux solidarités.

L'appauvrissement des États, qui abandonnent bon nombre de leurs prérogatives, ne garantit plus à terme une protection sociale acceptable. Mais ils restent disponibles pour la couverture de grands risques comme les catastrophes naturelles ou le risque nucléaire.

Les ressources les plus précieuses des entreprises relèvent souvent de l'immatériel. La recherche et le développement, la marque, la réputation, les relations avec la clientèle requièrent une appréhension spécifique.

Le rapport au risque se modifie dans un monde jugé plus incertain où de nombreux citoyens souhaitent se sécuriser le plus possible et vivre dans une société sans risque. Or, les sujets peu rassurants sont souvent fortement médiatisés: catastrophes naturelles, risques biologiques, génétiques et sanitaires... Paradoxalement, en conduite automobile, un risque minimum semble être accepté, voire même apprécié par certains qui y voient une possibilité de jeu avec l'imprévu et une occasion leur permettant de s'affirmer au détriment de la sécurité des autres.

Les assureurs se trouvent aussi confrontés à de nouveaux risques dont il s'agit d'analyser le caractère assurable, c'est-à-dire mesurable, bien cerné et correctement maîtrisé, avec des primes acceptables tant pour l'assureur que pour l'assuré.

De nouvelles situations géopolitiques ont modifié l'exposition au risque des assureurs. Ainsi, la couverture des risques terroristes a été exclue des contrats de base. Une vague de litiges successifs a au demeurant aussi rendu certains risques inassurables. On a cité, par exemple, la problématique de l'amiante, les risques liés aux méfaits du tabac et à la restauration rapide.

Si le marché de l'assurance a choisi d'évoluer en parallèle avec le monde économique qui nous entoure et ses risques inhérents, il peut choisir de le réaliser rationnellement, au service de la société, et au moyen d'innovations appropriées, en veillant à éviter les écueils et le chant des sirènes et en se montrant très prudent par rapport à l'émergence de nouveaux périls.

L'expansion généralisée du capitalisme entraînera celle de l'assurance dans les empires financiers. On peut donc craindre que les principes de solidarité, tissés grâce aux assurances sociales, n'y soient guère considérés comme primordiaux. ▲

© AFP

L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Autissier et Erik Orsenna

Sillonner la Terre pour mieux la soigner...

Elle blanchit l'océan de son sillage. Il noircit des pages de sa plume. Elle est agronome. Il est philosophe, politologue, juriste, économiste, aussi. Elle a été chercheuse à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Il a été proche collaborateur de François Mitterrand. Elle a enseigné à l'Ecole maritime et aquacole de La Rochelle. Il est Conseiller d'État en congé. Première femme à faire le tour du monde en course, elle aime le large en solitaire. Initié à la voile par son père, il largue les amarres pour le plaisir. Elle, c'est la navigatrice française Isabelle Autissier. Lui, c'est l'écrivain et académicien Erik Orsenna. L'océan, la régate, les voyages, la nature, la géographie, quelques amis proches, ne sont pas leurs seules complicités: tous deux se font aussi un sang d'encre pour ce géolier bienveillant de l'humanité qu'est la Terre. Ils s'attachent donc à en tâter le poulx pour mieux en prendre soin. Et comme ils ne détestent rien de plus que les velléitaires, en 2006, sur *Ada*, le solide voilier d'Isabelle, ils sont allés saluer l'Antarctique¹ pour tenter de comprendre un peu mieux la mécanique géante de notre petite planète malade². Rencontre avec deux amis de la Terre... des hommes!

Erik Orsenna, vous posez la question: «*Qu'advient-il de la douceur de nos climats?*» Et vous ajoutez: «*Longtemps j'ai préféré fermer les yeux*». Sur quoi?

Mon itinéraire, ancré dans les sciences humaines, a fait que, durant une grande partie de ma vie, je ne me suis guère intéressé aux sciences de la

nature. Néanmoins, une tradition familiale nous faisait rendre chaque jour hommage au Gulf Stream pour la chaleur de l'eau et la tiédeur de l'air. Surtout quand nous sortions, grelottants, de nos bains glacés en Bretagne autour de l'île de Bréhat... Avec les années, je suis ainsi devenu plus attentif à ces phénomènes interactifs et j'ai voulu comprendre les mécanismes de circulation de l'océan.

Le fait d'occuper le fauteuil de Jacques-Yves Cousteau à l'Académie française vous confère-t-il une responsabilité singulière?

Oui. C'est apparemment le hasard qui m'a placé là. Mais il n'y a pas vraiment de hasard dans la vie. Il y a comme des forces tectoniques qui travaillent à vous conférer certains rôles. Et quand on vous fait un honneur, quand on vous offre une responsabilité, il faut s'en montrer digne. Occuper la place du Commandant Cousteau qui a tant fait pour la Terre m'oblige moralement à m'intéresser à l'océanographie.

Le changement climatique est-il le pire fléau qui menace actuellement l'humanité? Al Gore l'affirme. Mais l'incertitude demeure inscrite au cœur des sciences les plus dures.

Certes, mais le consensus des climatologues se resserre néanmoins.

Isabelle Autissier, ceux qui naviguent à la voile constatent-ils déjà des changements dans les phénomènes météos avec lesquels ils doivent composer?

Il y a les impressions des navigateurs et ce que disent les scientifiques. Ce qui est sûr, c'est que les cyclones tropicaux sont en moyenne plus

violents que jadis. Dans d'autres zones de la planète, on ne sait pas trop comment évoluent les choses. Certains navigateurs qui fréquentent les régions antarctiques disent que les conditions semblent s'améliorer, que les tempêtes paraissent moins violentes que naguère, etc. Mais tout cela reste encore parcellaire.

Erik Orsenna, estimez-vous que l'opinion publique se montre progressivement sensible aux enjeux climatiques?

C'est indubitable. Et cela va très vite, ce dont je me réjouis. Pour autant, je redoute et ne veux pas que ce désastre annoncé ait pour conséquence que le monde ignore d'autres graves sources inquiétudes: les inégalités de richesses, la pression démographique, la mondialisation économique... À part pour quelques consommateurs compulsifs, faire un effort pour la planète ne représente pas un effort considérable: remplacer son 4X4 par un véhicule hybride ne constitue pas un acte héroïque. Par contre, accepter de devenir moins riches pour que d'autres soient moins pauvres, partager ses revenus et son patrimoine pour combattre l'exclusion sociale ou offrir à d'autres l'occasion d'accéder au développement, c'est autre chose. Cette question de la croissance dérange: elle touche à des questions fondamentales.

Comme?

La religion, par exemple. Promouvoir la contraception, réguler la démographie, c'est autre chose que la température de sa chaudière! Nombreux sont ceux qui s'insurgent contre la sévérité du contrôle des naissances en Chine. C'est vrai: les mesures prises sont fermes. Mais sans elles, les Chinois seraient au-

jourd'hui quatre milliards! Que diraient alors tous ceux qui fulminent contre la politique antinataliste de Pékin? Dans toute cette affaire, l'Eglise catholique –comme toutes les religions du Livre, d'ailleurs– porte une responsabilité écrasante. Leur politique du pire n'a qu'une seule conséquence: le bordel généralisé, lequel consolide davantage la religion. Et en ce qui me concerne, je ne veux ni de l'un, ni de l'autre!

En Antarctique, hormis quelques signes suspects, rien à signaler?

Exact. L'Antarctique est le seul endroit au monde qui soit assez bien isolé du reste de l'écosystème terrestre grâce au courant circumpolaire, ce fleuve maritime de mille kilomètres de large sur vingt-quatre mille de long qui charrie cent cinquante millions de tonnes d'eau à la seconde. Sans cet anneau de masses aquatiques froides qui encercle le Grand Sud aux environs du 50^e parallèle, les températures de ces régions tropicales et fraîches devenant plus contrastées, la Terre serait invivable pour notre espèce!

Mais le colosse est fragile. Isabelle Autissier?

Le Continent blanc est protégé mais dans une globalité dont il fait partie intégrante. Il n'est donc quand même pas tout à fait à l'abri. Or, il suffirait d'un modeste changement dans la salinité des eaux ou dans les températures ambiantes pour que la source du courant circumpolaire se tarisse et que l'Antarctique soit exposé brutalement à l'érosion thermique fatale des mers tropicales invasives. Contrairement à l'Océan arctique qui n'est qu'une mer gelée dont la fusion n'aurait qu'une influence marginale sur le niveau des océans, l'Antarctique est un continent sur lequel reposent d'énormes réserves d'eau potable sous forme de glaces millénaires. Qu'elles viennent à fondre...

Défendre ce que l'on aime

C'est le marin ou l'ancienne de l'Ifremer qui parle?

Notre principe est de ne pas nous fier à nos impressions, à nos émotions: nous ne voulons rien avancer qui ne soit validé par les scientifiques. Nous allons sur place, nous voyons, nous ressentons, mais c'est la rationalité qui, seule, en finale, nous guide.

Erik Orsenna, tout est lié dans notre monde globalisé, écrivez-vous dans *Voyage au pays du coton*. Écrire un livre captivant sur l'Antarctique, n'est-ce pas donner à d'autres l'envie d'y aller à leur tour avec tout ce que cela implique pour sa biosphère?

Vaut-il mieux parler des dangers qui menacent le Grand Sud ou les taire? Personnellement, j'ai tendance à penser qu'il vaut mieux attirer l'attention sur les risques qu'il court: en général, on a envie de défendre ce que l'on aime, non?

Il n'empêche: vous n'êtes pas très tendres pour les 30 000 touristes qui, chaque année, se rendent là-bas en paquebots de luxe. Isabelle Autissier, tout le monde ne peut pas être une navigatrice hauturière de votre niveau?

Pour l'instant, les tours opérateurs ont bien organisé les choses. Les zones de circulation sont balisées, les gens briefés par des scientifiques; ils ne peuvent rien emporter, ni rien laisser derrière eux, etc. Nous-mêmes, nous avons dû réaliser une étude d'impact de notre expédition et ramener tous nos déchets dans un conteneur. Bref, pour l'heure, l'Antarctique s'en sort plutôt bien. Mais si la pression touristique devenait trop forte, un *numerus clausus* serait instauré. En conséquence, la sélection de ceux qui pourront se rendre là-bas se fera, comme toujours, par l'argent. Cela vaut pour bien d'autres endroits du monde...

L'archiviste maniaque

L'Antarctique est aussi un formidable réservoir de connaissances scientifiques?

C'est là qu'a été découvert le trou dans la couche d'ozone. C'est là aussi, dans les traces de notre atmosphère fossilisées depuis un million d'années au cœur des neiges accumulées, qu'est née la théorie du réchauffement global à l'origine de la lutte contre l'effet de serre. On y repère par exemple sans peine l'usage massif du DDT après 1945... Perdre cet archiviste maniaque, c'est nous perdre.

Mais les besoins en énergie de l'humanité ne cessent de croître. Erik Orsenna, vous êtes un spécialiste du développement: comment répondre de manière équitable aux légitimes

appétits énergétiques des économies émergentes?

Il faudra quand même un peu de temps avant que la Chine ne produise du CO₂ au rythme des Américains! Mais c'est clair: là réside le grand débat politique et sociétal des années à venir.

Isabelle Autissier, comment le voyez-vous, ce débat?

Des transferts de technologies adaptées peuvent permettre aux pays en voie de développement d'accéder à la croissance en faisant l'économie des étapes très polluantes par lesquelles les nations industrialisées sont passées. Cela étant, sur un plan éthique, il est clair que nous ne pouvons exiger aucun effort des pays de l'hémisphère Sud sans freiner au préalable nos propres gaspillages... Les médias tournent volontiers en dérision ceux qui, en Occident, plaident pour que chacun y mène un mode de vie plus fruste. Mais si l'on mettait fin à quelques-uns de nos gaspillages les plus flagrants, nous ferions déjà pas mal de progrès. Chaque individu porte là une responsabilité considérable. Habitant La Rochelle, je refuse désormais de me rendre à Paris pour une simple soirée entre amis...

«Je suis une ordure»

Erik Orsenna, vous parcourez la planète d'un bout à l'autre pour nourrir vos livres. Avez-vous déjà calculé votre empreinte écologique?

Si vous recensez mes déplacements en avion ou si vous comptabilisez les forêts qu'il a fallu abattre pour imprimer mes livres, la cause est entendue: je suis une ordure! La seule chose que j'invoque pour ma défense, c'est que l'on fasse mon écobilan. Que l'on mette tous ces dégâts en balance avec l'activité économique et les emplois que j'ai contribué à créer, d'une part, et la prise de conscience environnementale que j'espère avoir suscitée chez mes lecteurs, d'autre part. J'ajouterai ceci: la prise de conscience écologique est ➤

¹ *Salut au Grand Sud*, Éditions Stock.

² Ce saut audacieux dans le Grand Sud leur a valu de recevoir début février le titre de docteur honoris causa de l'UCL le jour même où le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) –lequel rassemble la quasi-totalité des climatologues du monde–, rendait public un rapport alarmant sur l'effet de serre d'origine anthropique.

un phénomène qui a débuté il y a moins de deux ans...

Vous dénoncez la «guerre économique sans merci» que constitue la mondialisation. Pourquoi ces philippiques récurrentes contre le libéralisme?

La mondialisation est un fait, mais son cours néolibéral n'a rien d'une fatalité. Or je constate que la concurrence débridée, la course folle à l'ar-

gent qui caractérise la globalisation actuelle tue le temps et tue l'espace, bref, qu'elle n'a rien d'humain.

Pour combattre les puanteurs du monde que vous donnez à voir, n'y a-t-il que ce que vous évoquez: l'innovation, le travail bien fait, la consommation éthique? N'est-ce pas un peu léger face à l'artillerie lourde des multinationales et du capital financier?

Je suis social-démocrate; ce qui m'importe est ce qui se fait et ce qui ne se fait pas pour l'homme. Mais il y a un temps pour regarder et un temps pour proposer: à d'autres de réfléchir aux conséquences des dérives que je rapporte dans mes récits. Je fais ce que je peux pour promouvoir une filière du coton qui soit équitable. Néanmoins je ne suis pas prêcheur: mon discours critique n'a rien d'un programme politique... ▲

Le 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome

Fin mars 2007, sera célébré à Rome le 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome qui a donné naissance à l'Union européenne.

À cette occasion, la chancelière allemande Angela Merkel, qui assure la présidence de l'Union, publiera une «**Déclaration de Berlin**». Les Églises chrétiennes, toutes tendances confondues, développent une campagne en vue d'obtenir l'inscription du nom de dieu dans ce document. De plus, elles revendiquent de faire figurer un certain nombre de valeurs dites «chrétiennes» dans les documents officiels.

L'association humaniste internationale (IHEU), la Fédération humaniste européenne (FHE) et l'association «Catholics for a free choice» (CFFC) se sont mis d'accord sur le

texte d'une «**Déclaration de Bruxelles**» qui exprime un point de vue humaniste et laïque (voir encadré).

Le CAL, ainsi que de nombreuses associations laïques en Europe, a décidé de s'associer à cette démarche extrêmement importante pour la défense de la laïcité en Europe, en récoltant des signatures de personnalités qui soutiennent la déclaration de Bruxelles.

Les auteurs de la «Déclaration de Bruxelles» ont convenu de rendre public ce document lors d'une conférence de presse organisée avec le soutien de parlementaires européens ouverts à l'idéal de laïcité dans l'Union européenne. ▲

Georges C. Liénard
Secrétaire général de la FHE

Déclaration de Bruxelles

Nous, le peuple européen, affirmons par la présente nos valeurs communes. Elles sont fondées non sur une culture ou une tradition particulière mais sur l'ensemble des cultures qui constituent l'Europe moderne.

- Nous affirmons l'importance de la **dignité** et de l'**autonomie** de chaque individu, et le droit pour chacun à la plus grande liberté possible compatible avec le **droit des autres**. Nous soutenons la **démocratie**, les **droits humains** et l'**État de droit**, et nous visons au **développement** le plus complet possible de chaque être humain.
- Nous reconnaissons notre **devoir de prendre soin** de toute l'humanité y compris des **générations futures**, ainsi que notre dépendance et notre responsabilité envers la **nature**.
- Nous affirmons l'**égalité des hommes et des femmes**. Indépendamment de la race, de l'origine, de la religion ou de la conviction, du sexe, de son orientation

sexuelle ou de ses capacités, chaque individu doit être traité de **manière égale devant la loi**.

- Nous affirmons le droit pour chacun d'adopter et de suivre une **religion** ou une **conviction** de son choix. En tant que conviction personnelle, religion et croyance ne peuvent être imposées.
- Nous soutenons la **neutralité de l'État** en matière de religion ou de croyance, qui ne peut en favoriser ni n'en discriminer aucune.
- Nous soutenons que la liberté personnelle doit aller de pair avec la **responsabilité sociale**. Nous cherchons à créer une société équitable fondée sur la raison et la défense des plus faibles, dans laquelle chaque citoyen est habilité à jouer pleinement son rôle.
- Nous soutenons à la fois la **tolérance** et la **liberté d'expression**.
- Nous affirmons le droit pour chacun à une **éducation ouverte et complète**.

- Nous rejetons l'intimidation, la **violence** et l'**incitation à la violence** dans le déroulement des discussions, et soutenons que les conflits doivent être résolus au moyen de négociations et par des voies légales.
- Nous soutenons le **libre examen** dans tous les domaines de la vie humaine, et l'application des sciences au service du bien-être humain. Nous cherchons à utiliser la science de manière créative et non destructrice.
- Nous soutenons la **liberté artistique**, valeur de créativité et d'imagination, et reconnaissons le pouvoir de transformation de l'art. Nous affirmons l'importance de la littérature, de la musique, et des arts visuels et de représentation pour le développement et l'accomplissement de l'individu. ▲

Happy birthday to EU!

PASCAL MARTIN

Vingt-sept États membres, de beaux succès et quelques crises plus tard, l'Union européenne fête ce 25 mars le demi-siècle du Traité de Rome, son acte fondateur.

«L'Europe n'est pas en crise. L'Europe n'est pas en crise pour la simple raison que, ces dernières années, l'Europe au sens d'une communauté d'hommes solidaires n'a plus été faite. L'Union européenne, telle qu'elle se construit n'est pas l'Europe. C'est au mieux une étape intermédiaire, un entre-deux, au pis un ersatz»¹.

Sylvie Goulard, qui a écrit ces lignes, est présidente du Mouvement européen France. Elle est aussi triste, d'une tristesse que masque bien mal la méthode Coué. Avoir connu les années Delors, les années fastes de l'Europe, ne peut que donner l'impression d'assister aujourd'hui à une gabegie. Paralysie institutionnelle, échec de l'entreprise constitutionnelle, rivalité des États... Pour l'ancienne collaboratrice de Jacques Delors comme pour bien d'autres, le gâteau du cinquantième anniversaire du Traité de Rome a fatalement un goût amer.

Pour bien comprendre cette désillusion, il faut revenir aux sources, y saisir à quel point la capitale italienne fut le lieu d'une autre Renaissance au lendemain de la guerre.

Le 25 mars 1957, lorsque les représentants de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et des trois pays du Benelux, apposent leur signature au bas du Traité de Rome, la construction européenne a déjà toute une histoire. La Seconde Guerre mondiale, qui a fait quelque 50 millions de morts, a complètement changé la face du Vieux Continent. Pour ceux qui ont coiffé les lauriers du vainqueur, le partage du butin s'avère parfois bien difficile.

Du coup de génie...

Depuis plusieurs années en effet, la France voit d'un mauvais œil la volonté des États-Unis de faire de la RFA un élément de résistance à l'impérialisme soviétique. Nous sommes au début des années cinquante et son autorité est en souffrance dans un empire menacé, en particulier en Indochine. L'Hexagone conçoit de surcroît avec angoisse le retour en force de l'Allemagne. Qu'advient-il lorsque cessera la tutelle exercée par les Alliés occidentaux sur la Ruhr, berceau de la puissance industrielle allemande? Jean Monnet trouve la parade: puisqu'il faut rendre la Ruhr, pourquoi ne pas proposer à Bonn la mise en commun des productions charbonnières et sidérurgiques française et allemande, qui serait gérée par une organisation supranationale? Ce coup de génie va permettre aux

Français de garder le contrôle sur cette région. Sur le plan économique, les complémentarités Ruhr-Lorraine seront valorisées. Même la symbolique y est: Français et Allemands, ennemis de toujours, se retrouvent dans un geste spectaculaire de réconciliation. Avec l'aide des démocrates-chrétiens Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer et Robert Schuman, Monnet crée donc en 1950-1951 la CECA, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

L'idée d'une Communauté européenne de défense (CED) fera elle aussi son chemin, avant que le plan Plevén n'aboutisse à un échec en 1954. Plus d'un demi-siècle plus tard, malgré bien des crises et surtout les guerres d'ex-Yougoslavie, le projet d'une défense européenne vivote, tantôt encouragé par l'un, tantôt atomisé par l'autre, sans qu'un réel outil ➤

¹ Sylvie Goulard, *Le Coq et la Perle. Cinquante ans d'Europe*, Seuil, p. 11.

«À cinquante ans, ses étreintes sont froides et elle sait que le passé ne reviendra pas»

militaire ne permette de compléter ou de concurrencer l'Otan, selon le point de vue où l'on se place.

Mais revenons aux années cinquante. Jean Monnet a d'autres idées pour aller vers davantage d'intégration européenne. Avec Paul-Henri Spaak, qui a l'heur de ne pas avoir été mêlé à l'échec de la CED, il veut abaisser les barrières douanières entre les six États signataires de la CECA. Les événements de 1956 en Hongrie servent leur cause, démontrant l'urgence pour les Européens de resserrer les rangs face aux prétentions de l'Union soviétique et des États-Unis. Le 25 mars 1957, la Communauté économique européenne (CEE) est créée. La même cérémonie voit les six pays signer le traité Euratom qui préconise la collaboration des industriels versés dans l'atome civil, mais se soldera en fin de compte par un échec.

Avec le Traité de Rome, l'approche sectorielle de la CECA est dépassée. Le texte veut rapprocher les États membres en favorisant leur intégration au plan économique. Le but est d'aboutir à un véritable marché commun. Il donne aux Six un organe exécutif supranational (Commission), un organe intergouvernemental (Conseil) et une assemblée parlementaire commune aux trois communautés (CECA, CEE, Euratom) qui deviendra en 1979 le Parlement européen.

...à l'ankylose

Flou, le contenu du Traité demande cependant à être précisé. Dans *L'Europe difficile*, l'historien et ancien porte-parole de la Commission européenne Bino Olivi écrit qu'*«il n'indiquait que les objectifs finaux et certaines étapes intermédiaires sans préciser les moments de réalisation ni les contenus de la législation nécessaire pour les mener à bien»*². Olivi souligne que le texte ne se limitait pas pour autant à un «traité cadre»: on y trouvait *«une partie normative déjà complète qui concernait l'Union douanière, prémisses inéluctables de l'intégration européenne»*. À la sortie

du livre, il y a dix ans, l'auteur tirait encore cette conclusion: *«Force est de reconnaître d'une part l'insuffisance des moyens par rapport aux objectifs, qui dénote la réticence des auteurs du traité et d'autre part, la grande nouveauté du système tel qu'il avait été conçu et réalisé et dont il apparaît au cours des années qu'il s'agissait d'une véritable rupture tant par rapport à son propre passé que vis-à-vis des zones voisines»*³. Les traités qui suivront chercheront logiquement à aller plus loin: l'Acte unique en 1987, le Traité de Maastricht en 1992, le Traité d'Amsterdam en 1997, le Traité de Nice en 2001 et le nouveau Traité de Rome en 2004, dont l'entrée en vigueur reste conditionnée par la ratification de la Constitution européenne par tous les États membres. En attendant, faute de mécanismes institutionnels *ad hoc*, l'UE s'ankylose.

Cinquante ans après la signature du Traité de Rome, le bilan est largement positif: des politiques ont été communautarisées (même si la Politique agricole commune est la seule politique réellement communautaire), des champs entiers de l'action publique sont passés du niveau étatique au niveau européen, l'euro a montré que les États pouvaient renoncer à d'importants pans de leur souveraineté pour se donner une monnaie puissante quoique difficilement malléable. Plus timidement, une politique de défense et une politique étrangère commune s'esquissent aujourd'hui. L'Europe de la Justice évolue elle aussi, à «petits pas» bien sûr, fidèle à la méthode de Jean Monnet. La seule qui soit efficace dès lors qu'une majorité d'États craint l'intégration politique comme la peste.

Les crises ont été nombreuses au cours de ce demi-siècle. Mais globalement, le Traité de Rome entré en vigueur le 1er janvier 1958 a inauguré une belle *success story*. L'entreprise lancée par les six pays fondateurs en compte aujourd'hui vingt-sept. La plus remarquable de ces adhésions? Le Royaume-Uni bien sûr qui, en 1973, a choisi d'être le *go-between* entre ces Européens en proie permanente à leurs pulsions d'indépendance et le puissant allié américain. La plus controversée? La Turquie, dont l'arrivée n'est pas

attendue avant 2014 (au mieux), qui jettera le pont entre l'Europe et l'Asie.

Mais au-delà de cette réussite commerciale et économique, au-delà des vocations créées, l'exploit de Monnet, de Spaak et de leurs contemporains est d'avoir contribué à maintenir la paix sur le Vieux Continent. Les conflits étant devenus extérieurs aux frontières du monde occidental, les Européens oublient trop facilement leur bonheur et placent leurs attentes ailleurs. Des exemples? Le débat qui a précédé l'échec de la Constitution en France a mis en lumière le besoin d'une Europe sociale. En février, un sondage *Gallup* a montré combien les Européens sont inquiets pour leur sécurité dans un monde... où l'on ne se bat pourtant pas. Parce qu'on y vole des motos et des MP3. La paix n'est en revanche plus une préoccupation. Il en résulte que la nécessité de dépasser les égoïsmes nationaux au nom de l'intérêt commun n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Et tant pis pour les «États-Unis d'Europe» –dont la mention avait fini par être rayée du Traité de Rome pour atténuer son caractère fédéraliste–, n'en déplaise à Guy Verhofstadt.

Une métamorphose annoncée

L'Europe change. L'Élargissement a modifié les équilibres en son sein. «À quarante ans, sourit un diplomate, elle voulait embrasser tout ce qui passe. C'était quasi pulsionnel. La vie lui semblait belle. À cinquante ans, ses étreintes sont froides et elle sait que le passé ne reviendra pas». Les nouveaux États membres la voient en effet autrement. Ils la conçoivent comme un club auquel il faut appartenir pour grandir économiquement. Leur sécurité, ils ont préféré la confier aux États-Unis et à l'Otan. Quant aux plus fédéralistes des anciens, ils en appellent avec emphase aux génies des Pères fondateurs, espérant y retrouver la petite étincelle qui ravivera leur vision de l'Europe. Mais y croient-ils vraiment? Les bougies du jubilé éteintes, c'est sur ce terrain-là qu'auront lieu les grands débats européens de demain. La métamorphose est annoncée. ▲

Que dit le Livre sacré?

NADIA GEERTS

Présidente du Cercle républicain

La mécréante que je suis avoue bien volontiers, en guise d'entrée en matière, son déficit d'éducation religieuse, déficit qui ne fut comblé, et encore en bien maigre partie, que par quelques cours d'histoire des religions reçus à l'université et quelques lectures.

Lorsque j'entrepris d'écrire ce qui allait devenir *L'école à l'épreuve du voile**, j'étais bien déterminée à ne pas me laisser entraîner dans une quelconque discussion théologique sur ce que disait réellement le Coran en matière de voile. Ma position était très claire à ce sujet: ce que dit le Coran ne m'intéresse en rien, pour la simple raison que l'État belge, et plus généralement l'État laïque (c'est-à-dire sécularisé, rigoureusement distinct de la religion) n'a pas à se fonder ni même à s'inspirer de ce que disent les textes considérés par certains comme sacrés. Et c'est toujours ma position aujourd'hui: personnellement, je me fiche comme d'une guigne de ce que prescrivent ces textes, qui n'ont pour moi pas plus de valeur qu'*Ainsi parlait Zarathoustra*, de Nietzsche, que *Le Prince* de Machiavel, que *L'Insoutenable légèreté de l'être* de Kundera

pourtant admirables à bien des égards. Comme le dit volontiers Sam Touzani, «À chacun son livre sacré; mais moi, je n'impose à personne la lecture du Kama Sutra».

Pour moi, chercher la réponse à toute question, en ce compris les plus modernes, dans un livre vieux de plus de mille ans, est pour le moins incongru.

Je regardais hier *La Controverse de Valladolid*, un film de Jean-Daniel Verhaeghe dans lequel le légat du pape (Jean Carmet), le dominicain Bartholomé de Las Casas (Jean-Pierre Marielle) et Ginès de Sepulveda (Jean-Louis Trintignant) cherchent à déterminer si les Indiens du Nouveau Monde ont une âme. Pour ces hommes du seizième siècle, profondément religieux, tout se trouve dans le Livre, et la seule question consiste donc à interpréter correctement celui-ci, mais aussi les signes du monde. Si Sepulveda voit dans la facilité déconcertante avec laquelle les Indiens ont été conquis et exterminés le signe incontestable du soutien de Dieu, Las Casas dénonce la cruauté des Espagnols qui, sous prétexte d'apporter le message divin, torturent, asservissent, pillent et tuent, dénaturant par là le message christique de bonté, d'amour et de paix.

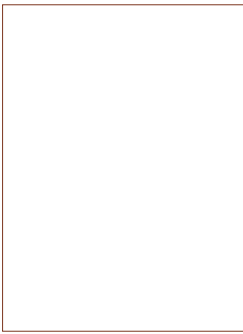
Expérience vertigineuse que de voir ces hommes, que l'on devine profondément sincères, se demander très sérieusement quel sort réserver à des êtres dont nous avons admis depuis longtemps qu'ils étaient de la même espèce que nous, quels que fussent par ailleurs leurs idoles, leurs cultes, leurs croyances.

Dans *La laïcité au regard du Coran*, Ghaleb Bencheikh se livre, *mutatis mutandis*, au même exercice

d'interprétation des Écritures. Musulman que l'on sent profondément respectueux du texte sacré, il tente de revenir à ce qu'il appelle l'«intention initiale» du Prophète, de la distinguer de tel ou tel verset qui, isolé, peut justifier les pires excès: crimes au nom d'Allah, dictatures islamiques, infériorisation des femmes, etc.

La question, pour la mécréante que je suis, n'en reste pas moins entière: entre Bencheikh et les Frères musulmans, tout comme entre Las Casas et Sepulveda, y a-t-il autre chose qu'un supplément d'humanité? Je m'explique: n'est-il pas vain de chercher dans un texte, quel qu'il soit, la réponse unique, définitive et absolue à ses questions? Et surtout, la réponse que l'on finit par construire, pour soi, n'est-elle pas avant tout le produit d'une conscience humaine bien plus que d'une inspiration divine? Si Las Casas et Bencheikh sont guidés par leur foi dans leur quête éthique, si cette référence divine peut leur servir de caution morale auprès de ceux que menace la tentation obscurantiste, ma foi (?), c'est tant mieux. Mais on ne m'ôtera pas de l'idée que ces hommes-là ont avant tout ceci d'extraordinaire qu'au-delà de leur foi, ils ont cette étincelle d'humanité, et que c'est cette étincelle, bien plus que leur foi, qui leur sert de guide. ▲

* Dernier ouvrage paru chez Labor



² Bino Olivi, *L'Europe difficile*, Gallimard, Collection Folio Histoire, p. 60.
³ *Ibidem*, p. 61.

Deux ou trois choses sur le financement public des cultes

MARC SNOECK

Avocat - Directeur de la Commission Séparation Églises/État du CAL.

Les questions d'argent sont frappées de nombreux paradoxes. Tout le monde s'en préoccupe et peu nombreux sont ceux qui en parlent sans un certain embarras moral; elles sont à la fois très simples parce que l'argent est la chose du monde la plus facile à quantifier, et très compliquées parce qu'elles supposent la compréhension de mécanismes statistiques, comptables et juridiques parfaitement chinois. Il en est d'autant plus ainsi lorsque l'on parle de l'argent des cultes et en particulier celui que ces derniers retirent des systèmes de financement public. On ne pourra, dans le cadre forcément très limité de cette contribution, que donner quelques indications, et peut-être faire un sort à quelques idées reçues.

La première de celles-ci est sans doute celle de l'incompatibilité prétendue entre le principe de séparation des Églises et de l'État et tout système de financement public, qui procède vraisemblablement de la mythologie laïque née notamment de l'article 2 de la fameuse loi française de 1905, dite «loi de séparation», selon lequel «La république ne reconnaît, ne salarie ni ne subsidie aucun culte». Or, n'est-il pas convenu que la France est le pays laïque par excellence?¹ Mais, outre que cette disposition légale est, depuis l'origine, vidée de son contenu par de très nombreuses exceptions² –notamment en matière de financement des bâtiments du culte– l'examen attentif des pratiques politiques françaises démontre que la fille aînée de l'Église n'a pas encore achevé sa crise d'ado-

lescence. On observera d'ailleurs que la notion de laïcité et le principe de séparation des Églises et de l'État n'ont pas de contenu normatif précis et univoque, et surtout à valeur universelle³. En d'autres termes, il n'existe pas de lien nécessaire entre cette notion et ce principe, d'une part, et l'existence ou non d'un financement public d'autre part, même si, sans doute, un État «laïque», concevra le financement des cultes autrement que ne le concevra un État théocratique.

Ainsi, et si, comme cela a été soutenu –notamment par l'auteur de ces lignes⁴– les droits de l'Homme des deuxième et troisième générations sont de nature à justifier un financement public des cultes, il n'en reste pas moins que la réponse que l'on apportera à cette question procèdera d'un choix purement politique, qui n'est pas déterminé par les principes de laïcité et de séparation.

En Belgique, certains cultes, nous le savons, bénéficient d'un financement public⁵, à charge d'institutions publiques diverses, selon des mécanismes variés et pour des objets... très différents. Il est ici impossible d'en dresser un inventaire, même succinct, en particulier tenant compte de ce que depuis la loi spéciale de réformes institutionnelles du 13 juillet 2001, l'organisation et le financement des organes de gestion des temporels des cultes sont devenus des compétences régionales et que les législations, pour être encore relativement similaires, se sont diversifiées et s'éloignent progressivement. On indiquera

seulement que, d'une manière générale, les traitements et pensions des ministres des cultes et des délégués laïques sont, en vertu de l'article 181 de la Constitution, de la compétence et à la charge de l'État fédéral, tandis que l'ensemble du financement des autres moyens humains et de moyens matériels nécessaires à l'exercice du culte appartient à la compétence régionale et est à la charge soit des communes, soit des provinces.

La multiplicité des législations en cause, leur diversité et les disparités des critères de financement, quant à leur objet et leur ampleur, rendent le système particulièrement opaque et incontrôlable, malgré les études menées à ce sujet ces dernières années⁶.

Des défauts rédhibitoires

Ces études néanmoins ont démontré objectivement que les modes de financement étaient totalement inégalitaires, puisqu'ils ne tiennent compte ni du nombre de fidèles de chaque culte, ni des ressources effectives de ceux-ci, pas davantage d'ailleurs que de leurs besoins réels.

Ces défauts rédhibitoires du système actuel ont déterminé le mouvement laïque, depuis de longues années déjà, à réclamer une réforme en profondeur du financement public des cultes⁷, même indépendamment d'une réforme générale du statut des cultes.

La première piste explorée fut celle de l'impôt philosophiquement dédié. Il est nécessaire –en quelques mots et sans entrer dans le détail de

mécanismes parfois très complexes– d'élucider ce que l'on désigne sous ce vocable générique, et en réalité fort peu rigoureux⁸.

Schématiquement, les systèmes d'impôts philosophiquement dédiés se divisent en deux groupes. Le premier est celui des systèmes en vigueur en Allemagne, en Autriche, et, sous quelques variantes, dans les pays de Scandinavie. Le second est en vigueur en Espagne, en Italie et au Portugal.

En Allemagne et en Autriche, il s'agit de véritables impôts d'Église, qui frappent les contribuables inscrits sur les registres tenus par les responsables des différentes confessions. Dans de tels systèmes, l'État se contente en réalité de prêter son administration fiscale aux Églises pour le recouvrement des contributions que ces dernières établissent en en fixant, en principe librement, le taux et l'assiette. Il ne s'agit en définitive que d'obligations civiles dont l'exécution est réclamée et poursuivie avec les moyens de la puissance publique. Il en résulte notamment que le contribuable qui ne figure, sur aucune liste confessionnelle –soit qu'il n'y ait jamais figuré soit qu'il s'en soit fait radier– paye moins que celui qui est inscrit sur une telle liste.

En Espagne et en Italie, en revanche, il s'agit d'un véritable impôt d'État, prélevé par ce dernier à son profit, étant entendu cependant que l'État est tenu d'en affecter le produit (8/1000^e en Italie, 5/1000^e en Espagne) au financement des cultes, spécialement à l'un ou l'autre de ceux-ci en fonction des choix exprimés par les contribuables. Les systèmes espagnol et italien se distinguent cependant sur un point essentiel: alors qu'en Italie, la quotité affectée aux cultes est calculée sur la totalité de la recette de l'impôt sur le revenu, en Espagne, cette quotité est calculée sur l'impôt de chaque contribuable, considéré isolément, et affectée au culte choisi par ce dernier. Il s'ensuit cette conséquence importante que dans ce dernier pays le financement d'un culte est déterminé non pas tant par le nombre de fidèles dont il peut se prévaloir que par l'état de fortune de ces derniers.

Une confidentialité assurée

Ces trois objections, sérieuses il faut en convenir, ne sont toutefois pas de nature à exclure purement et simplement toute réforme inspirée de ces systèmes.

Ainsi, l'objection déduite à juste titre de la nécessaire protection de la vie privée pourrait être écartée si, ainsi que l'a d'ores et déjà proposé le Centre d'Action Laïque¹⁰, le citoyen exprimait son choix philosophique à l'occasion d'une élection (et celles-ci sont en Belgique fort nombreuses). Ce choix serait alors entouré de toutes les garanties de confidentialité qui entourent les scrutins. Il suffirait simplement de remettre à l'électeur un bulletin supplémentaire. Il reste que dans une telle hypothèse, il faut évidemment écarter complètement les systèmes d'impôt d'Églises, puis-

qu'ils sont personnels aux fidèles et ne s'accommodent dès lors pas de la confidentialité attachée au scrutin.

L'objection d'inconstitutionnalité déduite du caractère référendaire des systèmes de cette nature ne peut en revanche être écartée, sauf, naturellement une réforme constitutionnelle qui permettrait les référendums. Cependant, même en l'état, cette objection peut être contournée en organisant le financement à un niveau de pouvoir pour lequel le référendum pourrait être autorisé par une simple loi, tel que la province, pour laquelle la consultation populaire est d'ailleurs d'ores et déjà autorisée.

Cela ne constituerait d'ailleurs pas un changement considérable puisque sur sept communautés philosophiques et culturelles reconnues et financées en Belgique, trois ont d'ores et déjà l'ensemble de leurs moyens matériels et financiers organisés et gérés au niveau provincial, comme d'ailleurs les fabriques cathédrales du culte catholique. Ce ne serait donc pas, de ce point de vue, une révolution copernicienne.

Il est vrai que l'article 181 de la Constitution fait obstacle à ce que le financement des traitements et pensions des ministres des cultes soit transféré aux provinces, et il faudrait alors maintenir ce financement au niveau fédéral. Ce n'est ni impossible –c'est déjà le cas alors que les autres financements sont communaux ou provinciaux– ni incohérent et cela ne rendrait pas la réforme inopérante. En effet, les ministres ne sont évidemment désignés par l'autorité ecclésiale et payés par l'État qu'en fonction des besoins, lesquels seront légitimement fixés par la province sur la base du résultat du recensement anonyme des fidèles.

Une confidentialité assurée

Ces trois objections, sérieuses il faut en convenir, ne sont toutefois pas de nature à exclure purement et simplement toute réforme inspirée de ces systèmes.

Ainsi, l'objection déduite à juste titre de la nécessaire protection de la vie privée pourrait être écartée si, ainsi que l'a d'ores et déjà proposé le Centre d'Action Laïque¹⁰, le citoyen exprimait son choix philosophique à l'occasion d'une élection (et celles-ci sont en Belgique fort nombreuses). Ce choix serait alors entouré de toutes les garanties de confidentialité qui entourent les scrutins. Il suffirait simplement de remettre à l'électeur un bulletin supplémentaire. Il reste que dans une telle hypothèse, il faut évidemment écarter complètement les systèmes d'impôt d'Églises, puis-

qu'ils sont personnels aux fidèles et ne s'accommodent dès lors pas de la confidentialité attachée au scrutin.

L'objection d'inconstitutionnalité déduite du caractère référendaire des systèmes de cette nature ne peut en revanche être écartée, sauf, naturellement une réforme constitutionnelle qui permettrait les référendums. Cependant, même en l'état, cette objection peut être contournée en organisant le financement à un niveau de pouvoir pour lequel le référendum pourrait être autorisé par une simple loi, tel que la province, pour laquelle la consultation populaire est d'ailleurs d'ores et déjà autorisée.

Cela ne constituerait d'ailleurs pas un changement considérable puisque sur sept communautés philosophiques et culturelles reconnues et financées en Belgique, trois ont d'ores et déjà l'ensemble de leurs moyens matériels et financiers organisés et gérés au niveau provincial, comme d'ailleurs les fabriques cathédrales du culte catholique. Ce ne serait donc pas, de ce point de vue, une révolution copernicienne.

Il est vrai que l'article 181 de la Constitution fait obstacle à ce que le financement des traitements et pensions des ministres des cultes soit transféré aux provinces, et il faudrait alors maintenir ce financement au niveau fédéral. Ce n'est ni impossible –c'est déjà le cas alors que les autres financements sont communaux ou provinciaux– ni incohérent et cela ne rendrait pas la réforme inopérante. En effet, les ministres ne sont évidemment désignés par l'autorité ecclésiale et payés par l'État qu'en fonction des besoins, lesquels seront légitimement fixés par la province sur la base du résultat du recensement anonyme des fidèles.

On peut ainsi rêver que parmi tous les systèmes de financement «électifs» des cultes existant en Europe, la Belgique, dans un futur pas trop lointain, se singularise une fois encore par l'originalité des solutions qu'elle retient. Le chemin est encore long, sans doute, mais on en a vu d'autres; jetez un œil en arrière pour vous en convaincre. ▲

«Prenez, prenez, tout cela ne me coûte rien, c'est l'argent de l'État».

D.A.F. de Sade, «Juliette».

⁷ Voyez notamment Snoeck, «Réformes proposées par le Centre d'Action Laïque», in *Pour une impartialité des pouvoirs publics face aux convictions personnelles*, op.cit, p. 33.

⁸ Sur ces questions, voyez notamment Calewaert, De Drooght, Fivé, Keteleer & Vandernacht, *Relations entre États, communautés religieuses et philosophie en Europe*, Bruxelles, CCL, 1996, p. 189 et suivantes, ainsi que Christiaens, «Les systèmes électifs de financement des cultes en Europe», in *Le financement des cultes et de la laïcité: comparaison internationale et perspective*, op. cit, p. 61.

⁹ Classiquement, il est admis que le référendum se distingue de la consultation populaire en ce que ses résultats sont obligatoires, alors que les résultats de la consultation populaire ne lient pas le pouvoir. Sur la distinction et les controverses relatives à l'admissibilité de ces pratiques en droit belge, voyez notamment Velu, «Droit public», Bruxelles, Bruylant, 1986, p. 279 et suivantes; Delpérée, *Droit constitutionnel*, t.I, *Les données constitutionnelles*, Bruxelles, 1980, p. 155 et suivantes; Ergec, *Introduction au droit public*, t. II, deuxième édition, Bruxelles, Story Scientia, 1998, p. 86; Uyttendaele, *Regard sur un système institutionnel paradoxal*, Bruxelles, Bruylant, 1997, p. 135 et 185; De Meyer, *À propos du référendum*, J.T., 1983, p. 218.

¹⁰ Voyez Snoeck, «Réformes proposées par le Centre d'Action laïque», op. cit.

L'Amérique du Sud, une mosaïque disloquée

JACQUES RIFFLET

Traiter de l'Amérique latine relève du même défi que d'analyser la question palestinienne ou la politique du Kremlin.

Le courant de pensée majoritaire constitue un phénomène de mode puissant. En ce qui concerne la droite, l'affaire est entendue. Lorsqu'elle devient extrême, l'asocial abrupt est au rendez-vous. Mais la gauche, portée par une espérance d'égalité idéale entre les individus, peut, par l'élan de cette «foi», pratiquer la contrainte du correctement pensé, qu'il convient de suivre sous peine d'être étiqueté infréquentable. Souligner certains écarts regrettables ne se dénomme plus alors objectivité mais opposition coupable.

Cette entrée en matière tissée de précautions est nécessaire, car aborder la situation en Amérique du Sud constitue un exercice particulièrement délicat, tant se charrient là les passions, de droite comme de gauche.

La guerre froide entraîna un univers dichotomisé, divisé en un monde dit «libre» et un monde «rouge». Le diable résidait à Moscou et à Pékin. Un gigantesque jeu d'échecs submergea les peuples. Les pions rouges avaient pour nom Cuba, Angola, Égypte, Syrie, Palestine, Éthiopie, Yémen du Sud, Corée du Nord, Mozambique, Nicaragua... Il fallut donc établir de solides pions bleus, et la politique internationale ne s'embarasse jamais du carcan de l'éthique. Les États-Unis choisirent d'instaurer des dictatures pare-feu de droite: Marcos aux Philippines, Suharto en Indonésie (un excellent pion bleu: 87.000 communistes furent tués en un an!), Mobutu au Zaïre, Pinochet au Chili... et s'y

ajouta le soutien à l'Espagne de Franco.

La dérive immorale de cet affrontement planétaire généra un sillage d'effets pervers.

Ainsi, l'Amérique latine étant encore largement sous influence espagnole, le trajet de la droite franquiste y laissa des traces. L'ère Pinochet en fut le reflet. Une dictature servie, elle aussi, par l'Opus Dei, ce groupe de pression souterrain créé en 1928 par Josemaria Escrivá de Balaguer. Et même constat pour ces deux dictatures avant qu'elles n'accèdent militairement au pouvoir: leurs deux pays constituaient un microcosme explosif mélangeant une Église omniprésente menacée par une laïcisation «à la française», des grandes familles archaïques, une gauche ardente morcelée en groupes rivaux, une industrie et une paysannerie primitives. L'Opus Dei recruta des laïcs choisis parmi les intellectuels du milieu catholique et appuya les révolutions conservatrices. Son but visait alors à se constituer, en Espagne et au Chili, des bases territoriales modernisées par ses soins afin de rayonner ensuite dans l'Union européenne et l'Amérique latine. Pour ce faire, la stratégie fut astucieuse: les deux bases bien confortées, le retour à la démocratie se fit en douceur pour permettre une diffusion des thèses de l'Opus Dei dans les institutions internationales de l'Occident, et menacer ainsi la gestion laïque de la société à une plus grande échelle, celle des continents. Voilà une situation qui inquiète considérablement ceux qui ne veulent pas que les assises du temporel acquises de haute lutte dans les États européens soient altérées par un retour des prétentions du spirituel, cette fois au

niveau supranational de l'Union européenne.

Et le Centre d'Action laïque belge s'efforce de dynamiser une résistance à vrai dire peu active¹. C'est dire combien l'émergence d'une gauche militante en Amérique latine peut nous apporter une bouffée d'air frais.

Le temps du grand changement

Quels que soient les reproches moraux que l'on puisse adresser à la politique «réaliste» des gouvernements américains durant la guerre froide, force est de reconnaître que la digue des pions bleus des dictatures de droite arrêta l'expansion du communisme, avec le renfort du recrutement de pions islamistes féroce-ment hostiles à l'athéisme répressif du monde rouge.

Cependant, Washington négligea de se méfier de l'intégrisme musulman, et même l'encouragea en s'alliant aux Séoudiens pour former les talibans afin de s'emparer du gaz turkmène. Et les États-Unis se réveillèrent, effarés, le 11 septembre 2001. Le XXI^e siècle, et ses mutations fondamentales, venait de naître.

Mutations notables s'il en est: leur prestige largement érodé par le terrible échec irakien, les États-Unis voient s'effondrer leur influence omniprésente en Amérique latine, transcendée par une immense vague de gauche censée être émancipatrice.

Le souffle du castrisme en voie d'extinction reprend actuellement force et vigueur avec la doctrine du président Chavez, en une intensité d'autant plus redoutable qu'elle s'appuie

sur une production de 3 millions de barils de pétrole par jour, alors que Cuba, privé de l'appui soviétique, n'a pu que survivre péniblement.

À peine moins mordant, le président bolivien nationalise toute sa production et n'accorde plus aux compagnies étrangères que 18% de retour bénéficiaire. Et Chavez vient de décider de nationaliser son pétrole, son électricité et ses moyens de communication.

En Équateur, un jeune loup de gauche, Rafael Correa, remporte les élections face à un libéral mondialiste. Un sandiniste reprend en main le Nicaragua. Le Brésilien Lula, grand résistant à l'hégémonisme nordiste, est réélu trompettes sonnantes. Et le Chili se voit doté d'une présidente résolument de centre-gauche.

Mais assiste-t-on réellement à la constitution d'un socle «alter-mondialiste», source d'espoir véritable?

Certes, ce grand virage du Sud est salué avec raison et grande espérance par tout le «socialisme» international. Mais... l'optimisme se fissure lorsqu'on affine l'analyse. En effet, pour ne pas trancher avec la tradition sud-américaine, l'alliance des forces populaires est extrêmement fragile tant elle charrie des variétés de choix et de passions nationalistes.

L'incohérence destructrice

Le 4 mai 2006, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et la Bolivie ont ainsi tenu un sommet tumultueux. Lula a vivement attaqué Morales pour la brutalité de sa nationalisation touchant la compagnie gazière brésilienne Pétrobras. Car Lula est un gauchiste affairiste, dans le vent d'une économie mondialisante. Et il décide de suspendre tout investissement en Bolivie, suivi en cela par la plupart des compagnies étrangères, ce qui étrangle la réforme de Morales, qui a dû «ralentir» sa nationalisation.

Autre sujet de chaude discorde: la Bolivie entend doubler le prix de son gaz à l'exportation, alors que le Brésil et l'Argentine en sont les principaux acheteurs. Soulignons que l'Argentine acquiert du gaz pour le Chili, car la Bolivie et le Chili vivent des rapports exécrables depuis la Guerre du

Pacifique qui, au XIX^e siècle, priva la Bolivie de son accès à l'océan. Et qu'ainsi le Pérou emmagasine une fortune en servant d'exutoire maritime à la Bolivie, et torpille dès lors la tentative de réconciliation entre La Paz et Santiago tentée par la présidente chilienne Bachelet.

Pour couronner le tout, Lula soupçonne la création d'un axe dur entre Chavez «le pétrolier» et Morales «le gazier» afin de dominer l'Amérique latine.

Mais tout en même temps, Chavez lance le projet d'un immense gazoduc exportant «son gaz» vers le Brésil et l'Argentine, concurrençant directement la production bolivienne! Soulignons que Chavez semble avoir hérité de la méthode cubaine en obtenant 18 mois de pleins pouvoirs, en interdisant les émissions de Radio Caracas Télévision déclarée «putschiste» et en prévoyant, pour 2010, un référendum lui accordant une possible présidence à vie par mandats renouvelables indéfiniment. Et Correa l'Équatorien lance ses partisans à l'assaut du parlement, car il souhaite modifier la Constitution pour augmenter le pouvoir présidentiel.

Alors, vraiment, peut-on se réjouir pleinement du réveil d'une gauche dure anti-nordiste, surtout si l'on sait que le leader iranien Ahmadinejad vient de rencontrer Chavez, Morales, Correa et Ortega?

Pour Chavez: «L'Iran et nous, même patrie, même combat». Et de soutenir

les plans iraniens sur l'atome, sur une augmentation du prix du pétrole par raréfaction de l'offre...

Une intense dispute idéologique fragmente ainsi clairement l'unité de l'Amérique du Sud. Continent étrange, à vrai dire. Remodelé par une colonisation espagnole arrogante en ses certitudes de suprématie raciale et religieuse, fondé sur un détestable régime d'agriculture latifundiaire, incapable (en dehors du Chili, héritier de domination anglaise liée à ses richesses minières) de s'organiser sans une sous-jacence de turbulence passionnelle à l'ibérique. Et dès lors, manquant démocratiquement le rendez-vous de la révolution industrielle propre aux pays protestants nettement dominés, eux, par une bourgeoisie marchande.

En termes de pesanteur sur le destin du monde, l'Amérique du Sud est absente. Au grand dam d'une gauche mondiale qui rêve d'une émancipation progressiste de cette vaste région, qui pourrait alors se libérer de la tutelle oppressante des États-Unis. Mais toute tentative d'unification des efforts d'accrochage à la dynamique internationale (le président Kennedy lança –sans succès– à son profit un plan Marshall de 20 milliards de dollars!) se dissout dans les convulsions d'un pulsionnel affectif exacerbé par les discours de ténors populistes aussi éphémères que le sont leurs promesses faites aux misérables laissés-pour-compte. Qui vivent d'espoirs déçus en révoltes utopiques. ▲

¹ Cf. l'article de G. Lefèvre «La libérée de pensée à Cartagena de Indias», dans *Espace de Libertés* n°348, décembre 2006.

Altermondialisme

Sous le signe de la Croix?

GABRIELLE LEFÈVRE

«*In the name of God*»... «*God bless the trade unions*»... Lors d'un grand rassemblement syndical parallèle à la manifestation d'ouverture du Forum Social Mondial de Nairobi¹, une quarantaine de délégations de divers pays africains en majorité, quelques Européens dont une trentaine de Belges, se sont vus bénir par un pasteur. Car il était inimaginable pour les organisateurs, des syndicalistes kenyans, qu'un tel rassemblement puisse se passer de l'Église. Une importante délégation syndicale soudanaise est arrivée ensuite en scandant «Allah est grand». Pas une seule femme à la tribune. Une syndicaliste belge d'origine marocaine est venue dire ce qu'elle en pensait, provoquant des réactions de mécontentement parmi les hommes de certaines nationalités, qu'elle traduisit en arabe, se faisant ainsi comprendre des femmes soudanaises qui l'applaudirent.

«*In memory of the victims of fundamentalism*»: la sculpture d'une femme crucifiée, au ventre rond d'un enfant à naître, est exhibée devant les milliers de participants du Forum, dans le stade de Nairobi. Elle dénonce les femmes victimes des interdictions de contraception et d'éducation sexuelle, à cause des chrétiens fondamentalistes. Elle proclame le droit des femmes sur leur propre corps. Elle se veut un appel à une interprétation humaine de la Bible transportée par des ONG dans leur action humanitaire!

Stupéfaites par cette sculpture, des religieuses s'informent. Se sentent-elles partie prenante de cette nouvelle croisade «humanitaire» aux couleurs de l'altermondialisme, qui regroupe des troupes catholiques,

protestantes et musulmanes en vue de conquérir les âmes de l'Afrique? Impossible à savoir. En revanche, le nombre de ces religieux, hommes et femmes, la grandeur parfois imposante de certains stands comme celui de Caritas, sont significatifs de l'intérêt de ces confessions pour le mouvement altermondialiste. Outre Caritas, il y a le Comité Catholique d'Action contre la faim et le développement (CCFD, France) ou encore la nébuleuse des organisations protestantes. Chacun a financé le déplacement et l'hébergement de centaines de partenaires africains, unique moyen pour eux de participer à ces grandes rencontres des militants pour un autre monde possible. Une grande tente blanche est en réalité une église et les religieuses invitent à venir prier. Des franciscains réaffirment leur mission essentielle: lutter contre la pauvreté, surtout en Afrique où elle est le lot de l'écrasante majorité de la population. Le Secours catholique se préoccupe des réfugiés et du lien entre éducation et développement.

Une telle présence des organisations religieuses chrétiennes est logique vu l'histoire de la colonisation occidentale en Afrique. L'arrivée plus massive de pentecôtistes ne peut qu'inquiéter car leurs liens avec des systèmes politiques de type ultralibéral selon le modèle anglo-saxon a été bien démontré en Amérique latine dans le passé.

Contrebalançant cette présence massive des religieux, il y avait le monde syndical, de plus en plus fort, qui rencontrait les nombreux groupes militant pour un «travail dans la dignité» (decent work); une solidarité essentielle au moment où, lors de ce

FSM, des syndicalistes guinéens étaient abattus par les forces de l'ordre de ce pays. Une présence fondamentale car elle permet d'organiser mieux encore le combat contre la mondialisation de l'économie et les superprofits des multinationales, la perte de valeur du travail et la manipulation au profit des intérêts étrangers de la valeur des matières premières, principales ressources de nombreux pays africains.

Belle présence aussi des mouvements paysans qui ont créé des liens durables à travers le monde. C'est à travers ces nouveaux relais sociaux, non confessionnels, que passent les revendications des femmes notamment. La femme africaine a montré une fois de plus qu'elle est un moteur de l'avenir du continent. Encore faut-il qu'elle échappe au poids des Églises et des sectes diverses. C'est par la revalorisation de leur statut, par le travail dans la dignité, que l'on pourra contrer cette mainmise sectaire.

Le forum a révélé, au-delà des slogans, les véritables enjeux d'une lutte altermondialiste solidaire des intérêts des plus pauvres: la dette du tiers-monde, la dénonciation de politiques de libéralisation des échanges économiques entre l'Europe et l'Afrique (les APE, accords de partenariats économiques), les politiques d'ajustement structurels, les politiques protectionnistes américaines et européennes au détriment des producteurs africains. Il a ainsi démontré une réelle maturité. Et non un essoufflement comme le prétendent ses détracteurs. Reste à espérer que les laïques s'y impliquent enfin. ▲

Censure, vérité et démocratie

OLIVIER STARQUIT

La lecture de *La censure invisible*¹ de Pascal Durand, peut être pour certains un pavé dans la mare.

Il y pose ainsi la question de l'existence de la censure aujourd'hui dans le monde de la presse et de l'édition et élabore le concept de censure invisible. Par *censure invisible*, Pascal Durand redonne du sens critique à ce qu'on a pu faire surgir sous le nom de «pensée unique». C'est dire comment, en régime de démocratie, et en l'absence de propagande, la pression idéologique s'exerce non par interdit, suppression, prélèvement des discours indésirables, mais par excès et gonflement des discours désirés, par diffusion parfois dans la semi-conscience et à l'insu même des locuteurs, dès lors que l'examen critique baisse la garde.

Ainsi, des informations n'accèdent à l'existence que sous la condition de s'ajuster aux catégories de jugement légitimement intégrées par le journaliste en tant qu'agent social, du fait des routines de son métier, et dans ce cadre, «la récurrence du même discours charge ce dernier d'un tel poids d'évidence qu'il prend l'aspect non d'une prise de position mais d'un constat comme s'il s'agissait d'enregistrer un fait naturel»³. Ce qui permet de mieux comprendre les biais de la couverture de l'actualité sociale (par exemple la représentation des mouvements sociaux uniquement sous forme individuelle ou paroxysmique: VW, «Pacte» des générations).

Joue également, bien évidemment, la précarisation des conditions de tra-

vail: les pigistes sont contraints de produire dans des limites de temps objectivement propices au recyclage des pensées toutes faites⁴.

Ce brillant exposé nous rappelle de rester vigilant à l'égard du concept de vérité qui repose sur l'illusion selon laquelle il existerait au-delà des pages, des écrans ou des micros, un réel atteignable qu'il suffirait de dire avec des mots univoques ou des images transparentes.

Le journalisme est cette profession qui, ayant pour fonction de dire le monde, a aussi pour effet d'imposer la vérité de sa propre perception en tant que représentation véritable du monde. L'erreur serait de croire que cette vérité est LA vérité. Le problème des médias en démocratie, c'est qu'ils constituent en règle générale la seule voie d'accès à la politique offerte au public.

Ce constat incite à la plus grande vigilance: toute transformation du monde de la presse est susceptible d'agir en retour sur les sujets dont elle rend compte. Ainsi, les mutations de l'appareil médiatique, la soumission croissante de celui-ci à l'emprise des intérêts privés ne concernent pas que ses seuls acteurs: elles concernent tout l'espace public et, par conséquent, le devenir de nos sociétés démocratiques.

Une démocratie *réelle* nécessite la formation critique des citoyens, une action politique délibérée, un choix de société régulant le fonctionnement des médias, de l'édition pour assurer les conditions d'autono-

mie des idées vis-à-vis des normes du marché.

La question des médias et de leur avenir n'est-elle pas une question politique qui concerne toutes celles et tous ceux qui n'entendent pas que le marché pense pour eux et agisse à leur place?

Dans ce cadre, Pascal Durand évoque quelques propositions, garde-fous face à cette évolution préoccupante du monde des médias et de l'édition:

- pas de lien organique, personnel ou institutionnel, avec la sphère d'observation du journaliste ou du chroniqueur politique;
- installation d'un Conseil supérieur des Médias, rassemblant des représentants de la profession, démocratiquement élus par leurs pairs, des intellectuels, des citoyens. Au regard des avis rendus par cette instance, il reviendrait à l'État de casser les prises de participation monopolistiques et de favoriser, dans un esprit de pluralisme, les médias non commerciaux⁵;
- reconquête du temps médiatique. L'accélération du rythme de rotation des nouvelles, la religion du scoop et du direct, l'impératif de la sensation sont favorables à la pensée stéréotypée, aux clichés et aux faits d'adhésion spontanée à la pensée conforme.

Une «telle reconquête du temps sur la précipitation médiatique, un tel réaménagement de structure deman-

Photo de l'exposition «Europe à la Une?». Les Traités de Rome à travers la presse belge. Bibliothèque royale de Belgique, jusqu'au 30 juillet - du lundi au samedi de 10 à 17 h.

«Le principal avantage de la propagande totalitaire sur celle des sociétés libérales, c'est ce que ceux qui subissaient la première finissaient généralement très vite par n'en plus croire un mot».

Milan Kundera²

¹ Pascal Durand, *La censure invisible*, Actes Sud, Un endroit où aller, Arles, 2006.

² Cité par Jean-Claude Michéa, *Impasse Adam Smith, de l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Climats, Castelnau-le-lez, p.19, 2002.

³ *Idem*, p.37.

⁴ Cf. *Pigistes, pas pigeons, le livre noir des journalistes indépendants*, coordonné par Jean-François Dumont, éditions Luc Pire, Bruxelles, 2006.

⁵ *Idem*.

⁶ Pascal Durand, *op. cit.* p. 62.

¹ Ce septième FSM se déroulait du 20 au 24 janvier 2007. Le prochain aura lieu en 2009.

Le décret «directions»

L'occasion manquée

CLAUDE WACHTELAER

Il y a de belles occasions perdues. L'absence de réelle vision, la frilosité devant les tabous en sont souvent la cause. Le nouveau statut du directeur nous est présenté comme une revalorisation de la fonction. On est très loin du compte et c'est bien dommage.

La mise en œuvre de ce nouveau statut aura donné lieu à une très vive résistance des pouvoirs organisateurs. Certains y auront vu, une fois de plus, la marque de la ringardise de ces empêcheurs de décréter en rond. On peut pourtant s'interroger avec eux sur la nécessité réelle d'un statut spécifique qui n'améliore guère le sort des chefs d'établissements, tous réseaux et tous niveaux confondus.

La clé du problème réside sans doute dans l'incapacité des décideurs à comprendre l'évolution du métier depuis trente ans. Jadis, un chef d'école, c'était surtout un enseignant en fin de carrière. Il faisait de la pédagogie, un peu d'administration, des relations publiques. Sa capacité de gestion des conflits était puissamment renforcée par son statut (non pas décréteil mais social) et une autorité qui ne souffrait guère de contestation.

Aujourd'hui, le chef d'école s'est transformé en Frégoli¹. Le Ministère flamand de l'enseignement a élaboré une description de fonction identifiant 13 groupes de compétences différentes, ce qui est rare en organisation du travail. Au fil de sa journée, le directeur doit jongler entre l'administration, la gestion comptable, la gestion de conflits, celle des ressources humaines, le soutien social et

psychologique aux enfants et aux adultes, j'en passe et des meilleures.

À ce constat, que répond le nouveau statut? Rien ou presque. Pas de revalorisation financière bien sûr, les finances de la Communauté sont ce

qu'elles sont. Le supplément de rémunération octroyé à un chef d'école continuera donc à couvrir, tout juste, les frais de représentation liés à sa fonction.

De l'aide administrative est promise pour 2009. Un poste de secrétaire par 1 000 élèves, c'est bien, mais c'est très insuffisant et susceptible d'être remis en cause.

Le pire réside dans la formation préalable que les candidats directeurs doivent avoir suivie pour pouvoir être désignés. On essaye de nous faire croire qu'on a amélioré celle-ci, ce qui est faux. La formation passerait à 120 heures. La belle affaire quand on sait que plusieurs opérateurs dispensaient déjà des formations de cette durée. Et, évidemment, on a sacrifié au tabou idéologique de l'inter-réseau. Résultat, là où certains suivaient 120 heures de formation, ils en feront désormais deux fois soixante. Mathématiquement, cela revient peut-être au même mais comme certains thèmes de formation se recoupent, s'il n'y a pas de coordination entre les formateurs, les redondances amèneront une perte d'efficacité et de contenu.

Pour ne pas rendre cet article trop technique, je passerai sur d'autres points pour ne retenir qu'un autre effet d'annonce. Les chefs d'écoles seront désignés pour une première période de deux ans et évalués au bout de celle-ci. Le statut actuel permettait déjà de ne pas nommer immédiatement à titre définitif et quel PO serait assez bête pour nommer un chef incompetent? On ne voit donc guère l'intérêt de cette mesure que l'on nous présente pourtant comme un des éléments clés du nouveau statut.

En fait, le texte reflète à merveille les choix idéologiques et les tabous qui tuent l'efficacité de notre enseignement. D'abord la volonté de casser le lien fort qui doit exister entre le directeur et le pouvoir organisateur qui l'emploie. Un directeur de l'enseignement communal est un cadre de l'administration au même titre que son collègue de l'urbanisme ou de la population. Qui envisagerait de faire désigner ceux-ci par la Région? L'enseignement en Communauté française serait-il occupé à entrer dans l'ère du mammoth et de l'école unique?

Ensuite, un refus obstiné d'envisager une approche managériale de la fonction. On nous rebat les oreilles avec le manque de performance de notre enseignement mais osez parler

d'efficacité et vous vous attirerez les foudres de tous les protecteurs des droits acquis.

Enfin, le refus de valoriser financièrement une profession de plus en plus difficile rendra les recrutements plus compliqués dans le futur. Déjà, il n'est pas rare de s'entendre répondre qu'en arrondissant leur salaire par des leçons particulières, des activités socioculturelles ou autres, certains enseignants gagnent autant que leur direction en s'épargnant beaucoup de stress et d'ennuis.

La ministre de l'Enseignement lorgne avec constance vers la France, important en Communauté française des idées qui sont parfois sur le point d'être abandonnées outre-Québécois. Pourtant les modèles anglo-saxons ou québécois offrent des pistes intéressantes, pourquoi les ignorer? ▲

Léopold I^{er}, le roi franc-maçon

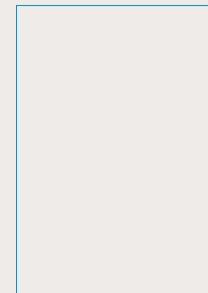
L'appartenance maçonnique du premier roi des Belges est bien connue. Dans cet ouvrage*, Jean van Win déconstruit le mythe du «roi franc-maçon» en démontrant qu'il s'agit d'une appartenance essentiellement honoraire et politique.

En 1813, par l'intermédiaire de l'amant de sa sœur, le jeune prince Léopold, futur roi des Belges, est reçu dans l'Ordre maçonnique, mais à titre honorifique. Il semble que, au cours de sa vie, il n'ait jamais assisté à une tenue en loge. Dès 1831, peu après son accès au trône, il contacte pourtant les francs-maçons belges et devient protecteur de l'Ordre. Sa motivation est uniquement politique. Voyant ensuite le Grand Orient de Belgique (principale obédience maçonnique belge installée en 1833) s'opposer de plus en plus nettement aux dogmes de l'Église catholique, il prend définitivement ses distances avec la franc-maçonnerie. C'est en effet l'époque où le Grand Orient fonde l'Université Libre de Bruxelles (1834), joue un rôle crucial dans la création du Parti libéral (1846) et supprime l'article 135 de son règlement qui interdisait toute discussion politique ou religieuse en loge (1854). Au milieu du XIX^e siècle, l'anti-cléricalisme se généralise au sein de la franc-maçonnerie. Nombre de ses membres glissent du déisme à l'agnosticisme, voire à l'athéisme. Dans le domaine politique, ils sont majoritairement progressistes. Roi protestant, défenseur des catholiques et conservateur, Léopold I^{er} ne pou-

vait avoir que des relations tendues avec la franc-maçonnerie belge: «L'élément catholique seul peut rendre la Belgique heureuse», dit-il en novembre 1846, à Adolphe Deschamps, membre de la Chambre des Représentants et ministre. En 1847, il écrit à son beau-frère: «[...] les affaires ministérielles et les persécutions de mes bons et fidèles catholiques par nos clubs franc-maçonniques m'avaient rendu malade à la fin d'août».

Pourtant, le 10 février 1866, le Grand Orient organisera une importante cérémonie funèbre maçonnique en mémoire du Frère Léopold de Saxe-Cobourg, I^{er} roi des Belges. Jean van Win y voit là l'utilisation de la figure de Léopold I^{er} par la franc-maçonnerie libérale belge de l'époque dans le but d'assurer sa respectabilité morale et politique.

Christophe Loir



* Jean van Win, *Léopold I^{er}. Le roi franc-maçon*, Éditions Labor, 2006 (Bibliothèque maçonnique), 159 pages - 30 illustrations, ISBN 2-8040-2458-x, 18 €.

¹ C. Wachtelaer, *Directeur, un métier de fou?*, communication au séminaire sur le leadership d'équipe de l'École régionale d'administration publique de Bruxelles, 2005 (disponible chez l'auteur).

Marianne Berenhaut, *Jardin d'enfants - Vie privée*. Exposition «Portraits» - Mac's, Grand Hornu, jusqu'au 6 mai 2007. Voir notre offre pour cette exposition en p.30.

Gilbert & George à la Tate Gallery

Des témoins organiques de leur temps

OLIVIER SWINGEDAU

« Vous pensez. Ne pensez pas ». Cette sentence du couple de sculpteurs le plus connu de la planète à un admirateur un peu trop cérébral pourrait servir de credo à la nouvelle et exceptionnelle rétrospective de la Tate Modern¹. Encore du mondain dithyrambique? Non. L'«Art for All» (Art pour tous) des deux plus vieux étudiants de Spitalfields fait l'objet de la plus grande célébration de leur travail jamais présentée au public. Trente-cinq ans de vie et de collaboration communes... Plutôt fusionnel.

«Aurais-je pu concevoir une œuvre sans Gilbert? Question inconcevable. Notre identité commune échappe à la notion même d'œuvre personnelle». C'est ainsi que l'impeccablement britannique George esquive, les yeux embués, la question un peu lourde d'un journaliste parisien. Une fusion dans un éclatement de couleurs vives et questionnantes. Tels deux «témoins du siècle» à la fois très maniérés et très sincères, Gilbert et George (à l'anglaise!) sont passés du gris de leurs costumes *perfectly tayloréd* à une sensibilité «hard core» qui se retrouve pleinement dans les années «punk». Celles de la tyrannie thatchérienne, qui blessera tant de ces jeunes gens que Gilbert et George adulent visiblement. L'hydre à deux têtes avait une âme...

Du jamais vu

Il y eut beaucoup d'expositions dans la turbine london-

nienne: hormis –peut-être– Warhol, jamais un ensemble n'a occupé la totalité des espaces possibles du célèbre «4th floor»! Même la galerie qui relie les deux ailes du bâtiment est saturée d'œuvres: 200 travaux de grande dimension en général, depuis 1970. La présentation, conçue en collaboration directe avec les artistes, pointe les évolutions stylistiques, du mode sculptural classique vers la profusion pop, axes de recherche (trop?), préoccupations sociétales du couple et duo d'artistes...

On rentre dans le vif du sujet avec «The Nature of our Looking» («La nature de notre regard») de 1970, premiers et gigantesques fusains sur sculptures en papier très rarement présentés et les «Dusty Corners» (coins poussiéreux) de 1975. Cherry Blossom en 1976 introduit les cou-

leurs de la vie et le noyau de cerise rougeoyant, source de délectations interdites.

Les très grands formats («Life Without End», La vie éternelle) de 1982 ou encore «Named» en 2001 (plus de 15 mètres de long!) nous amènent en territoire connu.

Puissantes, les séries de 45 photos dont les triptyques «Death Hope Life Fear» - 1984, «Shitty Naked Human World» - 1994 et «1999», versent dans un schéma à la fois obsessionnel et apocalyptique. À noter des œuvres sur carte postale de belle facture.

Bizarrement, le concept –narcissique mais crucial– des sculptures vivantes «The Living Sculptures», performances mythiques dans lesquelles les artistes se mirent eux-mêmes en

scène, n'est que vaguement évoqué. Cela choquera les amateurs de longue date car «G&G» font évoluer là une pratique plastique liée principalement à l'objet vers une conception, vraiment nouvelle et inédite, qui intègre l'expérience vécue. Qu'ils furent les premiers à expérimenter.

Avant tout, une histoire d'amour

Un couple qui fête cette année ses quarante ans d'amour: peu classique! Gilbert & George (nés en 1942 et 1943) débutent leur collaboration en 1967 alors qu'ils sont encore étudiants à la Saint Martin's School of Art de Londres. Utilisation de couleurs très vives ne remonte qu'au début des *Eighties* avec les célèbres très grands formats monumentaux. Leur vocabulaire esthétique devient alors très personnel. Il décline des motifs ou des éléments formels et conceptuels identiques, très récurrents, quasi maladifs: la croix/religion, la race, l'identité, la vie dans une mégapole postmoderne, les tensions (*Love/ Hate*), les organes sexuels, bien sûr, mais aussi les attitudes issues de la cohabitation de traditions et de valeurs culturelles différentes... dont ils auront eux-mêmes largement profité.

Par la suite, ils feront appel à des matériaux hors-champ, tels l'anus, les matières fécales, le sperme et l'urine analysée au microscope.

Attention: pas d'élitisme ici. *Art for All* (L'Art pour tous) est très populaire et profondément ancré dans le tissu social et urbain de l'*East End* de Londres. Spitalfields –où vivent d'importantes minorités ethniques et où G&G résident depuis plus de quarante ans– reste leur source d'inspiration principale, ce n'est vraiment pas Kensington! Les terribles attentats islamistes de Londres ont inspiré à G&G une série monumentale qui nous semble néanmoins surfer un peu trop sur la vague de l'indignation médiatisée.

Adressons un clin d'œil amical à notre compatriote Jan Debbaut, qui boucle sa carrière (mouvementée) à la Tate avec ce vaste ensemble de ses amis Gilbert & George. Une somme visionnaire de grand format². ▲

Gilbert & George, *Fates* 2005, Tate © Copyright the artists. Laser print on paper.

Visions 5 et 6: vers Mons 2015, capitale européenne de la Culture

Architectures publiques

RAYMOND BALAU
Architecte urbaniste

Deux nouveaux équipements culturels à Mons, la Maison Folie et le Théâtre du Manège, font l'objet de monographies dans la série Visions. Architectures publiques éditée par la Communauté française.

Pour amener de nouveaux talents à la commande publique, la Communauté française a entrepris depuis 2002 une démarche en faveur de l'architecture de création dans le domaine des équipements culturels. Le projet comporte trois temps: organisation de vrais concours, chantiers soignés, diffusion des résultats. Le *b.a.-ba*, dira-t-on par comparaison avec la Flandre, mais une gageure dans les budgets disponibles. Le troisième terme de l'approche repose sur l'édition de livres d'architecture documentés, accessibles et crédibles au plan international. Les cinquième et sixième numéros de cette entreprise éditoriale ont été présentés en janvier à Mons, sous la férule de Chantal Dassonville, architecte responsable des bâtiments culturels à la Communauté française, qui dirige la collection avec Maurizio Cohen.

Les premières livraisons concernaient le MAC's à Hornu (arch. Pierre Hebbelinck), Les Halles à Schaerbeek (arch. Cooparch), le Théâtre National à Bruxelles (arch. Architectes Associés / Gigogne / Lescout) et le Musée Félicien Rops à

Namur (arch. Filip Roland). Les plus récents ont été présentés conjointement, car ils portent sur des réalisations voisines dans le centre Mons, terminées en 2006: La Maison Folie (arch. Matador) et le théâtre Le Manège.Mons (arch. Pierre Hebbelinck).

Le principe de ces monographies est de croiser les regards et de multiplier les clés de lecture. L'architecte présente ses recherches et ses plans, un photographe de renom capte l'esprit du lieu, et le texte fait état d'analyses critiques, historiques, philosophiques ou simplement pratiques, avec pour objectif de situer les enjeux de chaque projet. Dans son ensemble, ce corpus est plus qu'un bilan. On peut y voir une valeur presque de manifeste, en tout cas un lot de perceptions sensibles et de réflexions à verser au débat encore problématique sur la qualité architecturale en Communauté française.

Après six parutions, l'occasion est belle de pointer quelques atouts et attentes. Si un effet patchwork se dégage, il déroge aux codes parfois étroits de la diffusion architecturale; il suffit pour s'en convaincre de ➤

- *La Maison Folie - Visions - Architectures publiques*, volume 5. Architectes Atelier d'architecture Matador. Photographe Rino Noviello. La Lettre Volée / Communauté française de Belgique, Bruxelles, 2006, 112 pp., français-anglais.
- *Le Manège. Mons - Visions - Architectures publiques*, volume 6. Architectes Atelier d'architecture Pierre Hebbelinck. Photographe Marie-Noëlle Dailly. La Lettre Volée / Communauté française de Belgique, Bruxelles, 2006, 112 pp., français-anglais.

¹ Tate Modern de Londres, South Bank, 4^e étage, deux ailes (!) Est et Ouest, jusqu'au 7 mai 2007. Rés. www.tate.org.uk ou au +44 20 7887 8888. Tous les jours, 10-18h, nocturnes (22h) les vendredis et samedis.

² L'exposition sera ensuite présentée à Munich, Turin, San Francisco, Milwaukee et enfin au Brooklyn Museum of Art de New York.

considérer la diversité des noms: Hélène Binet, Thierry De Mey, Matthias Langhoff, Jean-Pierre Verheggen, Christian Ruby ou François Chaslin, parmi bien d'autres. Il arrive que les dimensions théoriques des projets se perdent dans la profusion d'interprétations parfois inégales, mais l'exposé des procédures n'est jamais réducteur; en architecture, le cadeau fait au public vient parfois de la résolution de terribles équations. La plupart des équipements étudiés sont des reconversions, voire des détournements de bâtiments anciens, ce qui témoigne d'un rapport privilégié –quasi oedipien– au patrimoine. Le contexte urbain est déterminant, mais l'omniprésence de la référence au passé appelle d'autres marges de manœuvre. Le Musée Rops et La Maison Folie sont des initiatives de collectivités locales, précieuse indication sur les effets induits possibles; les Régions et les Communes pourraient s'inspirer davantage du modèle prospectif défendu par la Communauté française. Celle-ci devrait par ailleurs éviter un écueil dû à sa taille: les mêmes se retrouvent souvent soit en compétition, soit dans les jurys. Une ouverture aux architectes «étrangers» est donc nécessaire, à commencer par les Flamands!

Curieusement, François Chaslin présente le quartier du Manège.Mons

© R. Balau

Le Manège.Mons.

comme un faubourg, alors qu'il est intra-muros. C'est dire s'il reste du travail pour la mutation annoncée par Elio Di Rupo, qui veut que sa petite capitale culturelle puisse l'être à l'échelle européenne en 2015. Mais l'impulsion est donnée: on restructure et on construit. Si le site en question comporte désormais un complexe judiciaire au style postmoderne suranné, on y attend, suivant un plan masse de Pierre Hebbelinck,

un ensemble de 110 logements conçus par Matador et... les flamands Robbrecht & Daem, internationalement reconnus. Avec d'autres projets en cours ou annoncés, comme la rénovation du Musée des Beaux-Arts, le Centre «Mons 2015», la couverture du Carré des Arts, Arsonic ou le Dépôt des œuvres d'art de la Communauté française, Mons affiche ses «visions» de manière entrepreneurante. ▲

20 entrées gratuites au MAC'S !

Le Musée des Arts contemporains du Grand-Hornu fête ses cinq ans d'existence avec l'exposition Portraits. Les artistes belges Marianne Berenhaut et Angel Vergara Santiago exposent ensemble, mais distinctement, des œuvres touchantes et inattendues. Cette exposition, sur laquelle nous reviendrons puisqu'elle dure jusqu'au 6 mai, permet de découvrir des œuvres peu exposées jusqu'ici, sous la houlette de Laurent Busine, directeur du Mac's.

**Pour les lecteurs d'Espace de Libertés,
le Mac's propose
20 entrées gratuites
que vous pourrez demander,
à raison de deux par appel, au 02 627 68 09.
Dépêchez-vous!**

Angel Vergara Santiago,
Milena et le verre d'eau.

Les Bienveillantes de Jonathan Littell

À chacun ses furies

JULIEN DOHET

Les médias ont largement relayé l'attribution du dernier Goncourt au jeune auteur Jonathan Littell¹, insistant non seulement sur ses qualités littéraires, mais également sur la polémique suscitée par le fait qu'il plonge le lecteur dans le témoignage d'un ancien SS.

Une immersion dans le nazisme

L'auteur propose donc une (trop) longue histoire écrite à la première personne. Il s'agit en fait des mémoires fictives de Maximilien Aue, ancien SS qui, après la guerre, évite l'épuration et réussit à refaire sa vie en partie grâce aux réseaux nazis.

Après de nombreuses réflexions philosophiques sur son rôle pendant la guerre, rôle que le lecteur découvrira au fil des pages, Aue se met à raconter sa participation à la Seconde Guerre mondiale de manière chronologique à partir de l'invasion de l'URSS. De nombreux flash-back répartis au fil du récit nous apprennent qu'il a adhéré au parti nazi dès 1929 avant d'entrer dans la SS. Commencé avec l'invasion de l'URSS, son parcours de guerre passe par Stalingrad et Paris pour se terminer dans les décombres de Berlin, après être passé par les camps d'extermination. Au fil des affectations, toujours à l'arrière du front, Aue rencontre une série de personnages historiques comme Himmler et Speer, mais aussi Eichmann. De toutes ses rencontres, Littell tire le prétexte de décrire brillamment le fonctionnement de l'Allemagne nazie, avec ses jeux d'influence, son évolution de 1933 à 1945 et ses fondements idéologiques qui se résument finalement à une idée d'action, une *Weltanschauung* très large et dynamique, résumée

parfaitement par l'ami SS Thomas Hauser: «*Mon cher Max, je t'ai expliqué cent fois que le national-socialisme est une jungle, qui fonctionne selon les principes strictement darwiniens. C'est la survie du plus fort ou du plus rusé*»². Le livre n'est cependant pas complaisant et ne cherche à aucun moment à minimiser les crimes ni à se lancer dans la démonstration des incohérences idéologiques. Ainsi le personnage de Voss, spécialiste des questions raciales et de nationalités est-il direct: «*Toutes les tentatives pour définir les races biologiquement ont échoué. L'anthropologie crânienne a été un four total: après des décennies de mesures et de compilations de tables, basées sur les indices ou les angles les plus farfelus, on ne sait toujours pas reconnaître un crâne juif d'un crâne allemand avec le moindre degré de certitude. Quant à la génétique mendélienne, elle donne de bons résultats pour les organismes simples, mais à part le menton Habsbourg, on est encore loin de savoir l'appliquer à l'homme. Tout cela est tellement vrai que pour rédiger nos fameuses lois raciales, on a été obligé de se fonder sur la religion des grands-parents! On a postulé que les Juifs du siècle dernier étaient racialement purs, mais c'est absolument arbitraire*»³.

L'humanité de l'horreur

Si le roman permet donc de vivre de l'intérieur le nazisme⁴, il a surtout fait beaucoup parler de lui, et fera réagir de nombreux lecteurs, par le rôle quelque peu particulier que Maximilien Aue joue au fil de ses affectations et de la confiance grandissante qui lui est faite. Car dès l'invasion de l'URSS, Aue ne sert pas dans n'importe quelle unité puisqu'il participe à un *Einsatzgruppe* chargé de l'épuration derrière les lignes.

Cette épuration concerne certes les dernières poches de résistance, mais elle s'applique surtout à tous ceux que les nazis considèrent comme des sous-hommes, en particulier les Juifs. Le livre n'épargne ici rien aux lecteurs, poussant la description des horreurs très loin. Ces descriptions intègrent la difficulté pour les hommes qui les effectuent de tenir le coup sans sombrer dans l'alcoolisme ou le sadisme.

Le livre questionne donc à plusieurs reprises la responsabilité individuelle et le caractère finalement très banal des gens qui participent, s'éloignant ainsi des explications «diaboliques» bien confortables. «*Si les terribles massacres de l'Est prouvent une chose, c'est bien, paradoxalement, l'affreuse, l'inaltérable solidarité de l'humanité. Aussi brutalisés et accoutumés fussent-ils, aucun de nos hommes ne pouvait tuer une femme juive sans songer à sa femme, sa sœur ou sa mère, ne pouvait tuer un enfant juif sans voir ses propres enfants devant lui dans la fosse. Leurs réactions, leur violence, leur alcoolisme, les dépressions nerveuses, les suicides, ma propre tristesse, tout cela démontrait que l'autre existe, existe en tant qu'autre, en tant qu'humain, et qu'aucune volonté, aucune idéologie, aucune quantité de bêtise et d'alcool ne peut rompre ce lien, tenu mais indestructible. Cela est un fait, et non une opinion. La hiérarchie commençait à percevoir ce fait et à le faire entrer en ligne de compte. Comme me l'avait expliqué Eichmann, on étudiait de nouvelles méthodes. Quelques jours après sa visite, arriva à Kiev un certain Dr. Widmann, venu nous livrer un camion d'un nouveau genre*»⁵.

Les qualités organisationnelles de Aue, malgré une petite hésitation et une tentative d'être affecté ailleurs, le

¹ Jonathan Littell, *Les Bienveillantes*, Paris, Gallimard, 2006, 903 p.

² P. 330. voir notre article, *Un paradigme de l'idéologie d'extrême droite in Espace de Libertés* n°340 de mars 2006, pp.20-21.

³ P. 283.

⁴ Les personnes intéressées pourront également se plonger dans un nouveau livre appelé à devenir une référence: Bovy, Daniel, *Dictionnaire de la barbarie nazie et de la shoah*, Liège, Territoires de la mémoire-Luc Pire, 2007, 449 p.

⁵ P. 142. Il s'agit ici des fameux camions où l'on pratiqua le gazage.

© AFP

Littell: un questionnaire sur la «normalité», mais pas seulement.

font monter en grade. Placé sous l'autorité directe d'Himmler, il a pour mission de rationaliser les camps de concentration afin de rendre plus productifs les prisonniers. Ce n'est donc pas par humanité que Maximilien agit lorsqu'il s'oppose au gazage des Juifs.

La force du livre, même s'il pose des questions dérangelantes pour les esprits bien-pensants, réside donc dans ce questionnaire sur la «normalité» de ceux qui ont participé aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale, et aux différents niveaux d'implication⁶, d'Hitler au conducteur du train de déportés, de celui qui tient le fusil à celui qui donne l'ordre de tirer. Ces différents plans sont bien synthétisés dans l'extrait suivant: «Car ce serait une erreur, grave à mon avis, de penser que le sens moral des puissances occidentales diffère si fondamentalement du nôtre: après tout, une puissance est une puissance [...] N'était-ce pas un administrateur britannique, éduqué à Oxford ou à Cambridge, qui dès 1922 préconisait des massacres administratifs pour assurer la sécurité des colonies, et regrettait amèrement que la situation politique in the Home Islands rendit impossibles ces mesures salutaires? Ou, si l'on souhaite comme certains imputer toutes nos fautes au compte du seul antisémitisme –une erreur grotesque, à mon avis, mais séduisante pour beaucoup–, ne faudrait-il pas reconnaître que la France, à la veille de la Grande Guerre, faisait bien plus fort en ce domaine que nous (sans parler de la Russie des pogromes!)? J'espère que vous ne serez pas trop surpris d'ailleurs que je dévalorise ainsi l'antisémitisme com-

me cause fondamentale du massacre des Juifs: ce serait oublier que nos politiques d'extermination allaient chercher bien plus loin. À la défaite –et loin de vouloir réécrire l'Histoire, je serais le premier à le reconnaître– nous avons déjà, outre les Juifs, achevé la destruction de tous les handicapés physiques et mentaux incurables allemands, de la majeure partie des Tsiganes, et de millions de Russes et de Polonais»⁷.

Un propos déforcé

Mais si tous ces éléments font des *Bienveillantes* un livre fort et à recommander (avec des réserves sur l'âge du lecteur) malgré ses longueurs, en est-ce bien le sujet principal ou n'est-ce qu'un décor «original» à un propos autre? La réponse à cette question est déjà présente dès les premières pages lorsque Maximilien Aue explique que «Ces notes-ci seront peut-être confuses et mauvaises aussi, mais je ferai de mon mieux pour rester clair; je peux vous assurer qu'au moins elles demeureront libres de toute contrition. Je ne regrette rien: j'ai fait mon travail, voilà tout; quant à mes histoires de famille, que je raconterai peut-être aussi, elles ne concernent que moi; et pour le reste, vers la fin, j'ai sans doute forcé la limite, mais là je n'étais plus tout à fait moi-même [...]»⁸. Si effectivement l'auteur à aucun moment n'émet de regret, il est moins fidèle à sa déclaration de départ concernant ses histoires de famille. Le roman est en effet construit autour de la sexualité «particulière» de Aue. Amoureux de sa sœur jumelle avec qui il a eu des relations incestueuses, qui auront pour résultat deux jumeaux,

Maximilien refuse toute relation avec d'autres femmes et désire lui-même ressentir ce que sa sœur ressentait, ce qui en fait un homosexuel quelque peu spécial dont les fantasmes sexuelles sont également décrites avec moult détails, comme sur la fin lorsqu'il occupe la maison de sa sœur. Ces révélations se font successivement et sont doublées d'une enquête judiciaire menée par des espèces de Dupond-Dupont ridicules qui poursuivent Aue jusque dans Berlin en ruine pour le meurtre de sa mère et de son beau-père commis dans un accès de démence lors d'une permission dans le sud de la France. Cette histoire qui prend de plus en plus d'ampleur dans le livre déforce à notre avis le propos des débuts sur l'humanité des bourreaux, le narrateur qui semblait parfaitement équilibré au départ étant lui-même un désaxé qui ira jusqu'au meurtre de son ami Thomas qui l'a pourtant sauvé à plusieurs reprises. La fin de la citation sur le fait qu'il «a forcé la limite» nous semble tout à fait exact, des scènes comme la morsure faite à Hitler ou des personnages comme le mystérieux Mandelbrod, étant totalement ridicules et indignes du niveau du reste du livre.

Rattrapé par Alecon

Le livre se termine par cette phrase «J'étais triste, mais sans trop savoir pourquoi. Je ressentais d'un coup tout le poids du passé, de la douleur de la vie et de la mémoire inaltérable, je restais seul avec l'hippopotame agonisant, quelques autruches et les cadavres, seul avec le temps et la tristesse et la peine du souvenir, la cruauté de mon existence et de ma mort encore à venir. Les Bienveillantes avaient retrouvé ma trace»⁹. Or dans la mythologie grecque, les Euménides (Bienveillantes en grec), qui deviendront les Furies dans le panthéon latin, étaient des divinités infernales, le plus souvent citées au nombre de trois: Tisiphone, Mégère et Alecon¹⁰. Cette dernière pouvait prendre toutes les formes qu'elle voulait pour poursuivre les coupables, et plus particulièrement les parricides. Le titre du livre lui-même indique donc bien que le propos n'est pas celui de montrer la possibilité pour un homme ordinaire de se transformer en bourreau mais bien celle d'une personne poursuivie par des démons bien particuliers de son passé. ▲

⁶ On se rappellera sur ce thème les études de Milgram, présente au cinéma dans *I comme Icare* ou dans *Das Experiment*.

⁷ P. 615.

⁸ P. 12.

⁹ P. 894.

¹⁰ P. Commelin, *Mythologie grecque et romaine*, Manchecourt, 1994, pp.232-235.